

MADAGASCAR

Revue de Presse détaillée mai 2010

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
02/05 : échec de la rencontre de Pretoria	01
04/05 : les forces armées posent des conditions à Andry Rajoelina pour la mise en œuvre du « <i>plan B</i> »	03
07/05 : face aux risques de scission, les forces armées se replient pour préserver leur neutralité	06
08/05 : la HAT annonce un nouveau « <i>dialogue politique</i> » pour élaborer un référendum constitutionnel	07
13/05 : Andry Rajoelina annonce qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle	10
16/05 : intervention musclée au siège d'une radio privée, arrestation d'un leader légaliste	13
21/05 : violents affrontements armés entre mutins de la FIGN et forces de l'ordre	18
25/05 : un remaniement ministériel au lieu d'un changement de gouvernement	22
29/05 : le « <i>Dialogue national</i> » revient à la société civile	28
Droits humains, gouvernance	31
Controverses sur des exécutions sommaires, enquête sur le 7 février 2009, rapport annuel d'Amnesty, la société civile contre la violence, travail au Liban, disparation d'enfants, liberté de la presse, le Trésor victime de faussaires, malversation à la Croix Rouge	
Actualité économique et sociale	34
Impacts de la crise politique	34
Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	34
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement	35

LA CRISE POLITIQUE

1er & 2 mai : échec de la rencontre de Pretoria. Un nouveau-rendez-vous prévu sous 15 jours mais à son retour Andry Rajoelina annonce la mise en œuvre immédiate du « *plan B* » passant par la constitution d'un gouvernement « *militaro-civil* ».

Constat d'échec à Pretoria. Un autre rendez-vous est prévu sous 15 jours. Les discussions «*de la dernière chance*», selon Andry Rajoelina, sont bloquées, malgré une prolongation et deux reports successifs du retour des émissaires français. La France, l'un des initiateurs du rendez-vous, laisse entendre qu'elles pourraient reprendre : «*J'espère des avancées, mais ça peut prendre du temps*», a déclaré Alain Joyandet, secrétaire d'État à la Coopération. Trois jours de discussions entre les mouvances n'ont pas permis de conclure. Joachim Chissano, ancien président mozambicain et médiateur, espère pouvoir fixer un nouveau rendez-vous sous quinzaine. Les mouvances Rajoelina et Ravalomanana se rejettent mutuellement la responsabilité du blocage.

Sur le fond, les points de vue des parties concernées paraissent inconciliables. Andry Rajoelina s'en tient aux grandes lignes d'un «*protocole d'accord*» suggéré par la France, stipulant, entre autres, un gouvernement d'union avant des législatives dans les 3 à 4 mois à venir. Pour sa part, l'ancien chef de l'État met sur la table le dossier de l'amnistie, son retour au pays ou encore sa participation aux élections. Il faut ajouter à cela la réticence de Didier Ratsiraka vis-à-vis du schéma du président de la HAT et la référence constante d'Albert Zafy aux accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Le chef de la médiation aurait clairement signifié que «*les trois mouvances n'ont reçu la feuille de route Franco-Rajoelina qu'en étant sur place, c'est-à-dire à Pretoria. Elles n'ont donc pas eu le temps nécessaire de se familiariser avec le document, cheval de bataille de Rajoelina*». D'où l'engagement qui aurait été pris par les 4 mouvances de se retrouver en Afrique du Sud. «*La prochaine rencontre devra être préparée d'une façon plus prudente et plus soignée*», a ajouté Joaquim Chissano.

Analyse de Tribune : «*D'aucuns vont présenter le dossier de l'amnistie comme ayant été la pierre d'achoppement de ces rencontres, mais difficile de ne pas conclure qu'il y avait surtout deux conceptions fondamentalement différentes de la sortie de crise qui s'opposaient. Chacun des deux principaux camps disait qu'il ne posait pas de préalables et qu'il voulait rapidement des élections transparentes. C'était peut-être vrai, sauf qu'ils ne parlaient pas des mêmes élections*». Marc

Ravalomanana a exprimé à plusieurs reprises le souhait que les élections présidentielles se tiennent en premier, ou à la rigueur simultanément avec les législatives. « *La question de l'amnistie et de l'avenir politique de Marc Ravalomanana se posait de manière complètement différente dans les deux approches. Le projet français ne faisait pas l'impasse sur ces sujets, mais les reportait à plus tard. Ainsi, pour les affaires liées à Tiko, un audit aurait été chargé de faire la part des choses, et ses conclusions auraient été soumises au Parlement pour déterminer les suites à donner. De même, en ce qui concerne la tuerie du 7 février 2009, le projet entendait confier aux Nations Unies le soin de conduire une enquête internationale en vue de soumettre des recommandations au Parlement qui déciderait des suites à donner.[...] Pour qui veut des élections présidentielles en premier, il devenait impératif que Marc Ravalomanana soit blanchi sur le champ. Faudra-t-il un référendum pour trancher sur l'ordre des différentes élections ?* »

Echec de Pretoria : des dossiers brûlants en perspective pour la HAT. L'échec de la rencontre remet sur le tapis l'ultimatum lancé par les forces armées pour trouver une issue à la crise. Une rencontre entre Andry Rajoelina et les hauts responsables des forces armées est prévue dès son retour au pays. Le président de la HAT a confirmé son intention de former un nouveau gouvernement. Les entités réticentes aux négociations à Pretoria reprennent du poil de la bête, à l'image du nouveau « *Front pour la recherche de la solution à la crise* » (FRSC). L'un de ses leaders, l'ancien Premier ministre Monja Roindefo, demande à l'armée de « *de ne pas avoir d'état d'âme pour prendre ses responsabilités en tant que dernier rempart* », faisant allusion à l'ultimatum. D'après *Le Courrier*, la feuille de route proposée par la France aurait provoqué une vague de désapprobation lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères européens qui s'est tenue à Luxembourg du 27 au 29 avril.

Projet d'accord amendé par la mouvance Ravalomanana. Après la diffusion en ligne le 30 avril d'un projet de protocole d'accord proposé par la France et adopté par Andry Rajoelina, *Tribune* diffuse le 1^{er} mai le projet de protocole qui aurait été amendé par la mouvance Ravalomanana¹

3 mai : Andry Rajoelina oppose une fin de non-recevoir au projet d'une nouvelle rencontre. L'armée va-t-elle se laisser convaincre de participer à un gouvernement militaro-civil ? Sanctions européennes imminentes.

Le rendez-vous de Pretoria II compromis. Andry Rajoelina oppose une fin de non-recevoir au projet d'un second round de négociations. Il annonce son intention de continuer sa route, avec ou sans les autres. « *Le temps des négociations est fini* », souligne-t-il à son retour de Pretoria. « *J'ai montré du patriotisme et de l'humilité. Mais c'était la dernière chance. Il n'y en aura plus. Nous devons avancer et nous aboutirons à la IVe République. [...] Les affaires nationales ne peuvent plus attendre. Que les autres mouvances collaborent ou non, nous avancerons* », ajoute-t-il. Il précise : « *Je vais m'entretenir avec le Premier ministre, le gouvernement d'union sera installé coûte que coûte* ». Il se donne deux jours pour régler la question. Pour ce faire, il souhaite impliquer l'armée, qui lui avait fixé un ultimatum jusqu'à la fin avril pour présenter une feuille de route claire et vérifiable. Après deux mois de tergiversations, le régime passe donc à la vitesse supérieure. La formation d'un gouvernement d'union avait été annoncée par Andry Rajoelina fin février mais n'avait pas pu se concrétiser, suite au refus de personnalités des autres mouvances d'y participer. Sa prise de position met ainsi à mal le plan suggéré à l'issue des discussions de Pretoria le 30 avril.

Les efforts de la France. *Le Courrier* écrit : « *il faut louer les efforts de la France qui a réussi à faire revenir Andry Rajoelina à la table des négociations. Ils l'ont peut-être appâté par cette fameuse feuille de route qui en fait n'est qu'une pâle version simplifiée et remaniée de la Charte de Maputo. C'est le même procédé qu'on a utilisé pour convaincre Andry Rajoelina de venir à Addis-Abeba, par le biais d'un fameux accord de Rueil-Malmaison, en lui présentant un schéma de partage de sièges avec Didier Ratsiraka* ». Tananews insiste sur les désillusions de la diplomatie française. Le site écrit : « *Pour avoir vanté l'« accord de Pretoria » avant qu'il ait été signé, Alain Joyandet connaît aujourd'hui les affres du ravalement de façade sur la toile. Dans la même veine, André Parant conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy et Béatrice Lederle, en charge du dossier Madagascar auprès du ministère français des Affaires étrangères, ont été gentiment remis à leur place par les organisateurs sud-*

¹ Cf. Blog Justmad, « *articles remarquables* » mai 2010 – <http://storage.canalblog.com/83/49/448497/52683587.pdf>
Pour le projet proposé par la France, cf. « *articles remarquables* », avril 2010 - <http://storage.canalblog.com/16/11/448497/52551120.pdf>

africains ». Ils ont échoué à vouloir « *chaperonner* » avec Jacob Zuma et Joaquim Chissano les échanges entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

Ultimatum. Les forces armées écoutent et observent. Andry Rajoelina devait rencontrer en urgence les hauts gradés pour leur dévoiler son plan de sortie de crise, articulé autour de la formation d'un gouvernement militaire-civil. Les hauts responsables de l'armée et de la gendarmerie ont tenu au préalable une réunion à huis clos. *Midi et Le Courrier* croient savoir cependant que les forces armées craignent que la mise en place d'un gouvernement militaire-civil ne puisse aider le régime à obtenir la reconnaissance de la communauté internationale. Elles seraient soucieuses de ne pas se précipiter. Selon *Matera*, les forces armées réclameraient des postes ministériels stratégiques ainsi que tous les postes ministériels liés de près ou de loin aux élections. Les hauts gradés auraient notamment pour objectif le retour à la reconnaissance internationale avant la Fête nationale du 26 juin, date anniversaire du 50^e anniversaire de la création de l'armée malgache ; ils souhaiteraient participer aux festivités du 14 juillet 2010 à Paris aux côtés des pays africains invités. Fetison Andrianirina (mouvance Ravalomanana) a déclaré que « *l'armée gagnerait à contraindre les mouvances concernées avant la prochaine rencontre* », invitant implicitement celle-ci à mettre la pression sur Andry Rajoelina. La présidence sud-africaine aurait fait connaître aux autorités françaises sa désapprobation concernant le projet de gouvernement militaire-civil.

Conseil de l'UE. La HAT sur des charbons ardents. La fin des consultations avec la HAT et la suspension des aides budgétaires sont en discussion à Bruxelles. La proposition en cours d'examen prévoit la suspension de l'appui budgétaire prévu dans les programmes des 9^{ème} et 10^{ème} FED, ainsi que la suspension de la mise en œuvre du 10^{ème} FED. Le montant total de ces aides s'élève à 630 millions d'euros. Si la proposition est adoptée, il ne resterait de l'aide européenne que les aides humanitaires et d'urgence, certains programmes bénéficiant directement à la population, ainsi que les projets en cours à l'exception des actions et paiements impliquant directement le gouvernement. Avec l'échec du Sommet de Pretoria et la détermination du président de la HAT d'avancer avec ou sans la participation des autres mouvances, la proposition ne devrait pas tarder à être adoptée. Le groupe ACP devrait également décider des mesures à l'encontre de Madagascar dans de brefs délais. Anticipant les sanctions, le gouvernement se prépare : « *Nous devons vivre avec. Il est grand temps que les Malgaches se penchent sur une stratégie indépendante des financements extérieurs* », indique un responsable du ministère des Finances et du Budget. « *On ne peut pas toujours se complaire à quémander* », conclut-il.

4 mai : les forces armées posent des conditions à Andry Rajoelina pour participer à la mise en œuvre du « plan B » annoncé avant son départ à Pretoria. «Les discussions avec les hommes politiques sont finies», confirme le président de la HAT.

Nouvelle rencontre Rajoelina-forces armées annoncée. « *Nous avons posé des préalables au président Andry Rajoelina. S'il les accepte, nous pourrions répondre favorablement à son offre* », a confié à *L'Express* une source militaire. *Le Courrier* croit savoir que les points concernés portent notamment sur le « *profil* » et l'éthique des futurs membres du gouvernement. Après une première rencontre avec le président de la HAT, les hauts gradés se sont donné rendez-vous pour examiner la proposition de « *plan B* » qui leur a été faite. Andry Rajoelina estime que la mise en place d'un gouvernement « *neutre* », avec des techniciens et des militaires, n'est « *pas très éloignée de celle de l'Atelier national* » d'Ivato. Son objectif déclaré : garantir la neutralité des élections ainsi que l'égalité des chances des candidats. Il réitère sa décision de ne plus revenir à la table des négociations avec les mouvances. « *Les discussions avec les hommes politiques sont finies* », martèle-t-il. Il n'a pourtant pas fermé d'une manière définitive la porte à des personnalités des autres mouvances, si elles se ravisent. Il a donné sa version des discussions de Pretoria, indiquant que Marc Ravalomanana « *a réitéré ses exigences dont le retour aux accords de Maputo et d'Addis-Abeba, son retour au pays, l'amnistie, l'amendement de la Constitution et l'organisation de l'élection présidentielle avant les législatives* ». Réponse du président de la HAT : « *tout cela n'est pas prévu à l'ordre du jour de cette rencontre qui doit porter uniquement sur la signature de l'accord politique proposé* ».

Possible retouche de la CENI. Andry Rajoelina laisse entendre que la structure chargée de préparer et d'organiser les élections sera redéfinie, comme cela avait été évoqué dans le projet de protocole présenté par la France, qui proposait la création d'une Commission Electorale Nationale Autonome (CENA).

Gouvernement de « salut public » : avertissement du Cdt Roger Luc du 1^{er} RFI aux chefs militaires. Il met en garde les chefs militaires qui seraient tentés de cautionner une solution qui n'est pas acceptée par tous et qui ne permet pas d'obtenir la reconnaissance internationale. « *Nos aînés ou les chefs militaires qui décideraient d'intégrer le gouvernement de salut public doivent démissionner* », exige-t-il. Avant d'indiquer : « *Je ne suis pas d'accord que l'image de l'armée soit souillée par l'égoïsme ou la soif de pouvoir de nos « Zoky » qui ne pensent qu'à leurs intérêts personnels* ». Les généraux ne doivent pas décider à la place de l'ensemble des militaires, avertit-il. Un collectif d'officiers, issus de la 10^{ème} promotion de l'Académie militaire, demande également aux hauts responsables de ne pas participer au gouvernement de salut public proposé par Andry Rajoelina, afin de préserver leur neutralité et de garantir l'unité nationale. Dans le cas contraire, ils sont invités à s'y engager à titre personnel. Leur porte-parole rappelle que les autorités militaires ne peuvent pas parler politique au nom de toutes les forces armées car celles-ci n'ont pas été consultées. Le collectif propose la création immédiate d'un « *Comité militaire de défense des valeurs républicaines* ».

Pretoria. Mise au point du porte-parole du ministère français des Affaires étrangères. Il affirme que le projet de protocole discuté à Pretoria n'était pas un projet purement français. Le schéma qui, tout en s'inspirant des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, se voulait plus opérationnel en tenant compte de l'urgence, « *a été proposé par la France et l'Afrique du Sud, en étroite collaboration avec [...] Joachim Chissano* » aux deux principaux acteurs de la crise. Il précise : « *la France, l'Afrique du Sud et le médiateur ont élaboré ensemble une feuille de route qui a recueilli l'accord des deux principaux protagonistes. Fort de cet accord et sur cette base, le médiateur et l'Afrique du Sud ont invité les quatre chefs de mouvances pour finaliser un texte* ». La France souhaite que les consultations plus complètes et détaillées que le médiateur s'est engagé à conduire dans les prochains jours permettent d'aboutir à un accord. Elle continue donc de militer pour l'organisation d'un « *Pretoria II* » et ne perd pas espoir d'aboutir à un accord, en dépit du refus d'Andry Rajoelina de participer à un autre round de négociations.

5 mai : report de la séance de validation de la feuille de route entre le président de la HAT et les forces armées qui font de la surenchère. Les sous-officiers de la FIGN élèvent la voix

La rencontre du président de la HAT avec les hauts dirigeants des forces armées a été reportée. Des dissensions internes à l'armée seraient à l'origine de ce contretemps mais aussi les préalables qu'elle pose, portant, entre autres, sur l'attribution de la moitié des postes ministériels aux forces armées et en soumettant des noms de ministrables. Elle exigerait l'octroi du pouvoir de désignation des chefs de région et de certains maires ou encore la demande d'éviction des membres de la HAT qui souhaitent se présenter aux élections. De nombreuses voix discordantes continuent de se faire entendre en son sein et *Midi* écrit que cette situation démontre que les hauts gradés n'ont plus le contrôle de leurs troupes et que le soutien de l'armée au « *plan B* » n'est pas acquis. La mouvance Ravalomanana s'insurge de son côté contre l'idée d'un gouvernement militaro-civil.

Le calendrier électoral qui met fin à la Transition. La feuille de route d'Andry Rajoelina est assortie d'un calendrier électoral qui se déroule sur le second semestre 2010. Après un référendum constitutionnel le 11 août, viendraient les élections législatives le 1^{er} octobre. Depuis que la France a proposé (ou imposé ?) une feuille de route à Andry Rajoelina, ce dernier n'exige plus la mise en place préalable d'une Assemblée constituante. Il s'agirait donc bien d'élire la 1^{ère} Assemblée nationale de la IV^{ème} République. L'élection du président de la République aurait lieu le 17 novembre. Second tour programmé le 17 décembre. « *La transition et les élections doivent être achevées cette année* », a affirmé le président de la HAT, qui prévient : « *Nous allons prendre des mesures contre ceux qui s'y opposent ou sabotent ces élections* ».

Les sous-officiers de la FIGN élèvent la voix. Ils réclament la mise en place d'un « *Comité militaire* » pour mettre un terme à la Transition qui, selon eux, n'offre pas de perspective claire et ne pourra pas obtenir la reconnaissance internationale. Ce Comité serait chargé de l'organisation d'élections présidentielles dans les plus brefs délais. Ils appellent les autres corps à les rejoindre dans cette revendication. Ainsi, la FIGN rejette catégoriquement la feuille de route proposée par l'homme fort de la Transition. Quelques semaines après le fameux « *pot de réconciliation* », les éléments de la FIGN ont rompu à nouveau le silence. Le général Claude Ravelomanana, secrétaire d'État à la Gendarmerie, a condamné ces déclarations et annoncé une enquête et d'éventuelles sanctions. D'aucuns s'interrogent sur les intentions du général Viennot Christian Zafera, commandant de la FIGN, soupçonné de vouloir créer des troubles, en dépit de ses déclarations d'allégeance au pouvoir.

Des « sécessions » dans l'air ?, s'interroge *Les Nouvelles*. Des natifs de Toliara, sous la houlette de l'association « *Hetsik'i Toliara* » projettent de mettre en place un gouvernement parallèlement à celui que le président de la HAT prévoit de former dans le cadre de son « *plan B* ». Le défaut de consensus, dans le cadre du processus de sortie de crise initié par la médiation internationale, semble donner des idées à certains politiques visiblement animés d'un esprit «*sécessionniste*». Une telle position rappelle certains mouvements plus ou moins similaires qui ont eu cours à plusieurs périodes critiques de l'histoire malgache.

« Il ne faut pas abandonner car il faut continuer le dialogue », déclare l'ambassadeur Jean-Marc Châtaignier. « *La France est actuellement en train d'œuvrer à cet effet, avec tous les partenaires concernés dont l'OIF, la Sadc, l'UA et les Nations Unies* », affirme-t-il. Interrogé sur un éventuel « *Pretoria II* », il avance que « *tout est encore hypothétique pour l'instant. On ne sait pas encore exactement qui va organiser cette rencontre* ».

Les « présumés putschistes » devant le juge. 5 des 20 présumés auteurs de la tentative de coup d'Etat, arrêtés le 18 avril, ont été présentés devant le doyen des juges. Les suspects ont par la suite été reconduits à la maison de force de Tsiafahy.

Déclarations de patrimoine au Bianco : obligation non respectée. *La Vérité* révèle que seuls deux ministres de la Transition ont rempli leur obligation. Aucun membre de la HCC ni aucun des 22 chefs de Région ne s'y sont soumis. Quant aux magistrats de l'ordre judiciaire, administratif et financier, ils sont 59 à avoir respecté ce décret de 2004, 93 pour les personnes exerçant les fonctions d'officier de police judiciaire ou économique. Au niveau des forces armées, ils ne sont que 8 à être en règle. A titre de comparaison, 5 ministres avaient fait une déclaration de patrimoine en 2009.

6 mai : informations contradictoires et confusion sur l'entrée des forces armées au sein d'un gouvernement militaro-civil. Les trois mouvances prêtes à soutenir la dissidence d'éléments des forces armées. Référendum constitutionnel le 12 août.

Confusion sur l'entrée des forces armées au sein d'un gouvernement militaro-civil. La réticence de l'armée est manifeste, elle est à l'origine du retard pris dans la mise en œuvre du « *plan B* ». Les réunions se sont succédées au palais présidentiel et des rumeurs alarmistes ont été propagées concernant une possible action de force des sous-officiers de la FIGN. La présidence a affirmé qu'un accord avait été conclu et qu'un communiqué conjoint serait publié « *incessamment* » mais des avis discordants se sont encore fait entendre et le communiqué attendu n'a pas été rendu public. Les hauts gradés ont prévu de se concerter à nouveau. Jean-Marc Châtaignier, ambassadeur de France, s'est rendu chez le général André Ndriarijaona, chef d'état-major général de l'armée (Cemgam). Les négociations entre le président de la HAT et les autorités militaires s'éternisent. Le flou sur les réelles intentions des parties en présence, excepté le fait que l'on veuille aller vers la IV^{ème} République et qu'il faille clore la Transition avant la fin de l'année 2010, encourage les suppositions et les commentaires. *Midi* croit savoir que l'armée aurait donné son accord mais que la gendarmerie ne serait pas convaincue par le « *plan B* » de la HAT. Les menaces de dissidence des sous-officiers de la FIGN pèsent sur le climat politique. Le père Alain Thierry Raharison de Justice et Paix déplore l'indiscipline flagrante qui règne au sein de l'armée. Lalatiana Ravalolomanana, ex-exilée politique du régime Ravalomanana, suggère que les 4 mouvances se rencontrent à nouveau sous la houlette de l'armée, qui doit aussi retrouver sa crédibilité.

« Naissance de mouvances au sein de l'armée », titre Sobika, qui écrit : « *Et si la division de point de vue au sein de l'armée n'était qu'une division de galons ? A bien y regarder, les gros bonnets, généraux, colonels et autres chefs d'Etat-major seraient plutôt d'accord pour intégrer un gouvernement militaro-civil. Mais d'un autre côté, les sous-officiers, en dessous de lieutenant, de la FIGN (gendarmerie) et des officiers non supérieurs comme le commandant Luc, haussent la voix pour refuser la participation de cette même armée dans quelque gouvernement que ce soit. On assiste à la naissance de 2 mouvances au sein de cette institution : les « pro-participation » (au gouvernement) et les « anti-participation ! [...] Le malaise de l'armée se révèle au grand jour : le respect de la hiérarchie voir de l'autorité n'a plus aucun socle solide* »

Les trois mouvances prêtes à soutenir la dissidence des forces armées. Lors de leur rassemblement au Magro de Tanjombato, le pasteur Edouard Tsarahame, coordinateur, a lancé un

appel aux forces armées : « *Prenez vos responsabilités, nous sommes prêtes à vous soutenir* », faisant allusion à la déclaration des sous-officiers de la FIGN qui réclament la mise en place d'un Comité militaire. Un collectif des parlementaires a remis un communiqué qui va dans le même sens.

La CENI propose de fixer la date du référendum constitutionnel au 12 août. Il se confirme que ce scrutin précédera les législatives, conformément à la feuille de route présentée à l'armée mais en contradiction avec les résolutions de l'Atelier d'Ivato qui prévoyait la tenue de l'élection d'une Assemblée constituante avant tout autre scrutin. A cet effet, un Comité Constitutionnel Consultatif devrait débiter ses travaux incessamment. Ce sera « *un organe neutre chargé du processus d'élaboration de la Constitution de la IVe République* ». Les observateurs font remarquer que la CENI a voulu faire preuve d'indépendance en proposant la date du 12 août pour le référendum, alors que le plan initial de la HAT prévoyait la date du 11.

7 mai : projet de constitution d'un gouvernement de « *salut public* » : les forces armées se replient. Andry Rajoelina retrouve sa liberté de manœuvre pour constituer un nouveau gouvernement avec les partis favorables à son processus transitoire.

Rencontre Andry Rajoelina-forces armées. Le communiqué conjoint annoncé par la HAT remplacé par une déclaration des forces armées. Le communiqué conjoint s'est évanoui dans la nature. À sa place, une déclaration signée par les généraux Bruno Wilfrid Razafindrakoto et André Ndriarijaona, respectivement commandant de la gendarmerie nationale et chef d'état-major général des armées, lue par le général André Ndriarijaona devant de nombreux chefs de corps. Les forces armées, très sollicitées, ont refusé de proposer des éléments issus de leurs rangs pour composer le gouvernement. Le motif invoqué est qu'il n'est pas du ressort de l'armée, et encore moins de son rôle, de gouverner et de désigner l'un des siens pour gouverner, mais de faire régner la sécurité et de servir de rempart à la Nation. Elles jugent que si l'État estime avoir besoin d'un militaire en raison de ses capacités, de son expérience ou de ses compétences particulières, il lui appartient de le désigner et il revient à celui-ci de prendre sa décision. « *Nous avons fait en sorte de préserver notre unité. Car dans le cas contraire, ça aurait été dangereux pour la Nation* », souligne le général Razafindrakoto. Pour Midi, « *cette décision a certainement été prise en tenant compte des pressions faites par les sous-officiers et les hommes de troupes qui n'ont pas hésité à lancer une mise en garde à l'encontre de leurs chefs hiérarchiques* ». La décision des militaires et des gendarmes a pour corollaire de faire tomber à l'eau la question des préalables que les forces armées voulaient imposer à Andry Rajoelina. En pratique, la position des forces armées laisse le champ libre au président de la HAT pour manœuvrer.

La Police nationale n'a pas tardé à rallier la position de neutralité adoptée par l'armée et la gendarmerie. Elle ne présentera pas de candidats ministres mais laisse libres ses membres à répondre aux sollicitations du pouvoir, à titre personnel. « *Mais quel militaire ou quel gendarme ou quel policier refusera d'entrer dans un gouvernement ?* », écrit Tribune.

Commentaire de L'Express : « *L'armée fait semblant de revenir à des sentiments plus nobles et dignes mais on sait depuis l'année dernière que la discipline militaire, le sens de la hiérarchie sont des notions qui n'engagent que ceux qui y croient. On s'étonne du fait que ceux qui applaudissaient la mutinerie du Capsat, l'humiliation faite au ministre de la Défense, s'indignent aujourd'hui des déclarations de guerre de certains « sous-off » qui ne font qu'en prendre de la graine, refaire ce qui est désormais devenu une bonne recette* ».

Consultation des forces politiques au Palais d'Iavoloha. Andry Rajoelina a reçu les leaders des partis qui ont manifesté leur volonté de participer au processus transitoire devant mener à la mise en place de la IVème République, ainsi que quelques membres du Tim qui sont venus en leur nom personnel pour demander la reprise des négociations et faire des propositions. Celles-ci portent notamment sur la réhabilitation de l'Assemblée Nationale et du Sénat, suspendus le 19 mars 2009 par le nouveau pouvoir, une réhabilitation accompagnée d'un élargissement aux mouvances et autres sensibilités. La HAT a maintenu son programme de consultations en dépit des blocages rencontrés au niveau des forces armées qui n'ont pas souhaité s'impliquer dans la mise en place d'un gouvernement militaro-civil.

FIGN. Les sanctions tombent. Le général Viennot Zafera, commandant de la FIGN, a relevé de ses fonctions son bras droit, le lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy, chef de service des opérations. Les sous-officiers ayant fait une déclaration réclamant la mise en place d'un Comité militaire ne sont pas non plus épargnés. « *Ils ont déjà demandé pardon. Je pense qu'ils ont été poussés par des*

hommes politiques pour agir ainsi, sans grande conviction», estime le général. [Rappel : le lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy se trouve à la tête du mouvement réclamant la tête du général Bruno Razafindrakoto, commandant de la gendarmerie, suite à la supposée somme d'argent versée par l'ancien président Ravalomanana aux forces de l'ordre et qui aurait été détournée].

Un inventaire des armes stockées à la FIGN a été entrepris. Un responsable explique cependant qu'il s'agit d'une opération de routine.

8 mai : la HAT prépare un nouveau « Dialogue politique » pour élaborer « en catastrophe » un projet de Constitution à soumettre à référendum le 12 août. Objectif : contrecarrer le projet d'un second round de négociations à Pretoria.

Le régime de Transition prépare un nouveau « Dialogue politique » pour élaborer le projet de Constitution. Après les « Assises nationales » et l'« Atelier d'Ivato », la HAT évoque l'organisation d'une nouvelle concertation, qui serait cette fois-ci limitée aux représentants des partis (la société civile en serait exclue), du 19 au 21 mai, et dont l'objet serait de débattre de la nouvelle Constitution à soumettre à référendum au mois d'août. Cette nouvelle initiative intervient après l'échec de la tentative d'association des forces armées au processus de transition. Jean Lahiniriko, président de l'Union des démocrates et des républicains pour le changement (UDR-C), approuve : «*Les aspirations du peuple s'expriment à travers les partis. C'est au peuple qu'il faut poser la question et non aux militaires. Ces derniers sont avec le peuple*», indique-t-il. Un comité d'experts sera mis en place incessamment. Il collectera les propositions et procédera à la rédaction finale du texte constitutionnel, tout ceci dans des délais qui paraissent excessivement courts. L'initiative vise à démontrer l'existence d'une dynamique électorale et à contrecarrer le projet de nouveau rendez-vous des chefs de file annoncé pour la mi-mai à Pretoria. Néanmoins, le flou persiste sur la feuille de route de la transition, notamment sur le fait de savoir si une « Conférence nationale » sera organisée et si un processus de réconciliation nationale sera proposé, avec en filigrane des discussions autour de l'amnistie. Voninahitsy Jean Eugène a fait une proposition à Andry Rajoelina : «*Etant neutres par principe, les forces armées sont bien placées pour organiser cette conférence nationale, qui sera suivie d'un référendum constitutionnel et des législatives*»

Du côté des mouvances des trois anciens présidents, le discours reste le même : elles fustigent une «nouvelle tentative unilatéraliste» et une «fuite en avant», et doutent que la démarche puisse déboucher sur la reconnaissance internationale. Elles espèrent toujours un nouveau round de discussions à Pretoria.

9 & 10 mai : les consultations pour la formation d'un nouveau gouvernement se prolongent. Radicalisation du « Mouvement des ecclésiastiques ».

Le « Mouvement des ecclésiastiques » se radicalise. Appels à la démission d'Andry Rajoelina et au refus de collaborer². Une évolution sensible, car avant la rencontre de Pretoria le ton était plutôt orienté vers la réconciliation. Lors de son 7^{ème} rassemblement de prière, à Antsonjombe, le ton était beaucoup plus politique et l'appel à la démission des dirigeants sans ambiguïté : «*le délai imparti par Jésus Christ à votre égard a pris fin, veuillez démissionner. [...] Ce pouvoir n'est pas de Dieu*». Un texte qui sonne comme une déclaration de guerre : «*cela suffit amplement, il faut réagir*». Un appel à la désobéissance civile a été lancé en direction des personnels administratifs de l'université, des enseignants-chercheurs, du collectif des magistrats et de l'ordre des avocats. Le pasteur Roger Andriamisata, l'un des initiateurs du Mouvement, exhorte la population à «*ne pas prendre part au prochain gouvernement*» : ce serait «*un signe de complicité avec le Mal. [...] Assez de souffrance, assez de violence et assez d'appauvrissement. Il ne s'agit plus de lutte politique mais de lutte contre le mal, l'argent et les armes*». Les ecclésiastiques réclament le retour à l'ordre constitutionnel, le respect des droits de l'homme et la libération des prisonniers politiques. Emboîtant le pas à l'ordre des avocats, leurs dirigeants revendiquent également «*l'arrêt des emprisonnements non justifiés et la libération de Me Noro Rabemananjara. Nous sommes contre la politisation de la Justice*». Certains médias observent cependant que ce rassemblement n'a pas connu un franc succès.

Le *Courrier* fait part de son étonnement et titre : «*Mouvement des ecclésiastes : une grande tartufferie*». Quelle est la motivation réelle de cette soudaine soif de justice ? «*Durant 7 ans pourtant, ils n'ont pipé mots sur les exactions de l'ancien président, [...] alors que celui-ci régnait en véritable potentat sur le pays, ne rendant compte ni au peuple ni à Dieu. Sans nul doute, ce silence complice et complaisant trouvait sa source dans la manne distribuée à tour de bras par cet ex-président pour cette*

² Cf Blog Justmad, « articles remarquables », mai 2010 – Tribune – G. Rabehevitra - La croix et la bannière, les raisons de ma colère - <http://justmad.canalblog.com/archives/2010/05/06/17754708.html>

communauté religieuse dont il était le vice-président. [...] Nul n'ignore que ce mouvement qui prétend être contre toute forme d'injustice est téléguidé par l'ancien président ».

Les partisans des 3 mouvances tentent d'occuper le terrain dans les régions. L'affluence n'est pas au rendez-vous, en dépit de l'envoi de lourdes délégations. A Antsiranana, le meeting n'a pas pu se tenir, les forces de l'ordre quadrillant le périmètre. Au niveau du discours, les dirigeants ont insisté sur la nécessité d'une reprise des négociations, tout en accusant la mouvance Rajoelina d'être responsable du blocage de la Transition. Certains orateurs ont une nouvelle fois évoqué la possibilité de mettre en place des « *gouvernements parallèles* » dans les provinces. Selon *Midi*, la démarche de la France qui aurait eu l'intention à Pretoria d'écarter Didier Ratsiraka et Zafy Albert, deux chefs de file côtiers, du processus de résolution de la crise, aurait mis de l'huile sur le feu. Plus modérés, certains évoquent la nécessité d'obtenir la démission d'Andry Rajoelina et la mise en place d'une « *transition fédérale* » pour lutter contre le centralisme. La réconciliation nationale préalable demeure le leitmotiv de la mouvance Zafy. Priorité partagée par le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa qui déclare que la réconciliation doit se faire impérativement avant la mise en place de la IV^{ème} République.

La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, refuse l'amnistie pour Marc Ravalomanana. Elle se défend de vouloir pratiquer l'acharnement vis-à-vis de l'ancien président mais elle rappelle sa position constante : l'ère de l'impunité est révolue. Cette position de principe serait l'une des causes de l'échec de la rencontre de Pretoria. La ministre déconseille vivement son retour au pays. En effet, dit-elle *«toutes les personnes qui ont connu la geôle pendant l'ère de Ravalomanana, entre autres, les militaires, ceux qui ont connu des persécutions, est-ce que vous pensez que ces personnes le laisseront rentrer ? Je crois que la meilleure solution pour lui, c'est de rester là où il est. Car les plaies ne sont pas encore cicatrisées. Et s'il revient par la petite porte, la Justice l'attend. Il est justiciable et doit répondre des infractions qu'il a commises en sus de la tuerie du 7 février 2009, telles que vols, trafics d'influence, favoritisme, détournement de deniers publics, conflits d'intérêts. Nous avons des dossiers et des preuves. On ne le laissera pas dans l'impunité»*. Et d'ajouter : *«S'il estime que la solution est de cultiver l'impunité à Madagascar, il se trompe. Et, foi d'un magistrat de mon état, je n'accepterais jamais qu'une personne qui a pillé le pays et qui a réduit le peuple à l'état de pauvreté, ne soit poursuivie et punie. Ravalomanana doit répondre de ses actes et ainsi, justice sera faite »*. Madagate rappelle que l'ancien président est inculpé dans 13 dossiers traitant d'affaires civiles, commerciales et pénales.

11 mai : marchandages pour la constitution du nouveau gouvernement. La France serait de nouveau hostile à une solution « unilatérale ». Contestations dans la fonction publique.

La formation du nouveau gouvernement encore reportée mais « imminente ». Le Premier ministre Camille Vital a reçu la mission de former un gouvernement d'union nationale ou d'ouverture dès janvier 2010. Il a admis la difficulté de l'entreprise et ses épreuves se prolongent... Un nouveau report n'aurait donc pas grande signification, si ce n'est que le délai de 15 jours fixé par les médiateurs internationaux pour un nouveau round de négociations après l'échec de « *Pretoria I* » est déjà bien avancé. Il faudrait à la HAT un autre fait accompli pour justifier son refus de participer à un « *Pretoria II* ». Les tractations se poursuivent activement. La 19^{ème} promotion de l'Académie militaire dont sont issus les colonels René Lylison et Charles Andrianasoaviana aurait proposé un général de la 7^{ème} promotion au poste du ministre des Forces armées actuellement occupé par le Premier ministre. Avec un tel choix en faveur d'un officier général un peu plus âgé, elle espère surmonter la guerre des promotions qui fait rage en son sein. Pour le site *24heures*, ce nouveau report pourrait trouver son explication dans les pressions exercées par Paris et la communauté internationale pour faire reculer la HAT. *Sobika* écrit : *« A l'approche de la date prévue pour Pretoria II, qui ravivera certainement les passions, le défi pour Andry Rajoelina est de constituer un gouvernement accepté par l'ensemble de la classe politique afin que ce gouvernement de salut public (ou d'union nationale) ne soit pas assimilé au final à un énième remaniement ministériel entraînant irrémédiablement l'habituelle kyrielle de récriminations/réactions, et favorise encore l'enlisement de la situation »*

Trésor public. Grève maquillée. Tous les services du Trésor seront fermés le 12 mai. Officiellement pour la tenue d'une journée de réflexion sur les fonctions de comptable public, d'ordonnateur, de gestionnaire d'activités. Mais ces réunions dissimulent mal un mouvement de grève des cadres et des agents, qui dénoncent des fraudes dans les opérations émanant des ministères et autres services publics. Des octrois de marchés fictifs ont été dénoncés et l'usage de faux documents est devenu pratique courante. La gestion de l'argent public va mal et les cadres du Trésor veulent remettre à plat

les règles du jeu. Ils évoquent la création ou la restauration d'un Conseil de discipline financière et budgétaire. La direction générale du Trésor a signé récemment un accord de partenariat avec le Samifin et le Bianco. Un tel dispositif devrait pouvoir apporter de précieux éclairages en cas d'infraction.

Ministère de l'Intérieur. Mouvement de grève du syndicat des administrateurs civils. Motif : s'opposer à la possible nomination d'un nouveau ministre issu des forces armées, dans le cadre du remaniement annoncé. Ils exigent la désignation d'une personnalité ayant des compétences reconnues et menacent de retirer leurs représentants de la CENI. Le mouvement a des ramifications dans les régions, avec la participation de représentants des chefs de districts. Les défenseurs du général de gendarmerie Herilanto Raveloarison, pressenti pour ce poste, accusent les administrateurs de corporatisme. *Midi* partage cette préoccupation et redoute que le corporatisme ne fasse tache d'huile dans d'autres ministères. La presse précise d'ailleurs que l'intéressé possède le grade d'administrateur civil et de magistrat. Il était conseiller de Cécile Manorohanta, vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur mais il aurait démissionné suite à un désaccord avec celle-ci à propos de l'utilisation du budget des élections dont dispose le ministère. *La Vérité* indique que le général s'est fait une réputation « *dans le monde de la bonne gouvernance et de l'Etat de droit* ». [Rappel : le ministère de l'Intérieur a déjà connu des remous lors du remplacement de l'administrateur civil Masimana Manantsoa par Cécile Manorohanta, récompensée pour avoir été la première à avoir quitté le bateau de Marc Ravalomanana].

Plateforme des Organisations de la Société Civile : « *La mise en place d'un gouvernement de techniciens sans appartenance politique, constitue la base importante de sortie de crise* » a indiqué Lalao Randriamampionona, représentante de la Plateforme, lors de la célébration de la Journée de l'Europe.

Jean Marc Châtaigner : « *La France contre toute solution unilatérale* ». L'ambassadeur déclare que la France souhaite la poursuite du dialogue et dément l'existence de sa propre feuille de route. Elle reste favorable à un « *Pretoria II* » dans les délais annoncés. L'ambassadeur insiste sur « *une solution qui soit acceptée par le plus grand nombre de malgaches et de groupes politiques* » comme devraient l'être les élections à venir. La France essaie de clarifier sa position en jouant la carte de la neutralité, se rangeant à nouveau aux côtés de la communauté internationale. L'échec de sa proposition a mis à mal sa diplomatie et les pays africains affichent leur mécontentement à propos de cette « *ingérence* » de la Françafrique. Officiellement, la France ne cautionne plus Andry Rajoelina dans ses initiatives unilatérales. Elle est aussi critiquée pour sa coopération militaire avec la HAT.

Des émissaires de Jacob Zuma à Madagascar pour une visite exploratoire en vue d'un « Pretoria II ». Les 3 mouvances ont déjà fait connaître leur volonté de retourner à la table de négociations, même en cas de boycott de la HAT. L'ambassadeur sud-africain a confirmé la disponibilité de son pays à appuyer les efforts de la communauté internationale. La prise en compte de la feuille de route française proposée avec le concours de Jacob Zuma ne semble plus incontournable. « *Il faut amener les parties malgaches à un socle commun* », déclare Jean-Marc Châtaigner, afin de revenir au dialogue.

12 mai : démarche hésitante de la HAT : entre la volonté de garder le pouvoir et l'obligation de solliciter la reconnaissance internationale. Des pressions pour un nouveau round de négociations. Des pro-Ravalomanana proposent une solution de sortie de crise.

Des pressions s'exercent sur Andry Rajoelina et l'incitent à retourner en Afrique du Sud, selon *La Vérité*, qui dissuade le président de la HAT de céder à ces appels s'il n'a pas la garantie que les points de blocage sont levés, notamment ceux qui concernent « *les préoccupations personnelles de Marc Ravalomanana* ». Mais le quotidien se montre ouvert à des « *solutions audacieuses* » qui permettraient au président déchu de rentrer au pays avec toutes les garanties pour sa sécurité et de bénéficier d'une amnistie. Le chef de la Transition donne l'impression d'hésiter et de tergiverser. Tant que la composition du nouveau gouvernement n'est pas connue, il peut encore faire machine arrière. Le retard pris dans la constitution de la nouvelle équipe gouvernementale laisse ouverte l'option « *Pretoria II* », qui retrouve même une certaine actualité avec l'arrivée des émissaires sud-africains.

Sortie de crise. Une solution intermédiaire proposée par un groupe d'hommes politiques pro-Ravalomanana. Une démarche menée indépendamment du mouvement des legalistes. Raharinaivo

Andrianatoandro et consorts veulent revenir à la case départ en recommandant la réhabilitation des deux Chambres parlementaires qui, d'après eux, constituerait un début de retour à l'ordre constitutionnel et marquerait la bonne foi du pouvoir à aller dans ce sens aux yeux de la communauté internationale. Mais pour respecter la consensualité et l'inclusivité, l'extension de la composition de l'Assemblée nationale et du Sénat aux autres mouvances et diverses sensibilités est proposée. L'Assemblée nationale et le Sénat réhabilités auraient la charge de proposer des noms de ministres et de Premier ministre afin d'éviter toute interprétation d'unilatéralisme, et de valider la feuille de route pour les élections. La première rencontre de ce groupe de 3 hommes avec Andry Rajoelina remonte au 6 mai. Le porte-parole de l'ancien parti au pouvoir Tim a indiqué que les initiateurs de la proposition se sont référés à la convention signée avec Zazah Ramandimbison de la mouvance Rajoelina, il y a quelques semaines. L'esprit de Maputo a été ainsi respecté. La proposition aurait déjà été présentée en privé à des membres de la HAT et à des hauts gradés des forces armées. Malgré les précautions prises, la proposition n'a pas reçu l'adhésion de tous les dirigeants de la mouvance Ravalomanana.

L'Église anglicane lance un appel au rapprochement et à l'apaisement. Mgr Samoela Jaona Ranarivelo fait part de sa préoccupation face à la gravité de la situation. Bien que président en exercice de la Ffkm, sa déclaration a été faite au nom de la seule Eglise. Il écrit notamment : « *Les divergences d'idées entre les politiciens se manifestent partout. La plupart pensent encore à leur intérêt personnel et cherchent à se justifier. Le peuple vivant dans la misère est ainsi occulté* ». Il en appelle au renouveau du *fiavanana* et demande à chacun de mettre fin à toute forme de provocation.

13 mai : Andry Rajoelina annonce qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle. La classe politique prise au dépourvu. Approbation immédiate de la France, qui promet « tout son soutien ».

Andry Rajoelina renonce à se présenter à l'élection présidentielle du 26 novembre³. Une annonce en forme de contre pied car tout le monde pensait le contraire. « *Je déclare, au nom des intérêts supérieurs de la nation et du peuple, ma décision de ne pas présenter ma candidature à l'élection présidentielle pour la IVe République* », a-t-il dit lors d'une allocution télévisée. « *J'ai pris la décision de ne pas être candidat à l'élection présidentielle pour terminer la transition dans la neutralité. Je me sacrifie pour ne pas sacrifier les Malgaches. [...] J'ai pris mes responsabilités, et je pense que la communauté internationale prendra les siennes pour nous aider* », a-t-il souligné. « *La crise ne date pas d'aujourd'hui, mais de 50 ans, 50 ans d'hypocrisie, de méchanceté, de mensonges. Ceux qui ont dirigé le pays l'ont entraîné vers sa perte* », ajoute-t-il. « *Je demande aux anciens [dirigeants du pays] de laisser libre le peuple malgache de s'exprimer et que chacun mette en avant son patriotisme* », a-t-il conclu. Le référendum constitutionnel est confirmé au 12 août, et les élections législatives au 30 septembre. Le « *Dialogue national* » sera organisé auparavant du 27 au 29 mai. « *Je suis un homme de parole et je ne changerai pas d'avis* », a déclaré Andry Rajoelina dans un entretien accordé à *RFI*, ce dont certains analystes commencent à douter, à la lumière de ses voltefaces antérieures...

Sobika se risque à penser que c'est la lassitude d'Andry Rajoelina qui a eu le dernier mot. « *Lassitude face à son propre camp et face aux camps d'en face. Mais en fin de compte, c'est un double contre pied qu'a fait le président de la Transition, puisque les observateurs attendaient surtout la nomination du gouvernement de salut public* ». Pour Jeune Afrique, « *à vrai dire, Rajoelina n'avait pas le choix. Son plan A (les négociations de Pretoria) ayant échoué, il est hors de question pour lui de participer à une énième rencontre avec les trois autres mouvances – « il n'y aura pas de Pretoria II »* », a assuré Camille Vital, le 13 mai. Son plan B (un gouvernement de salut public, principalement constitué de ministres issus de l'armée) n'a pas abouti, faute d'accord avec des officiers trop divisés. Restait le plan C : organiser des élections au plus vite, lancer un message à la communauté internationale et ne pas déplaire à l'armée, qui menace, depuis le 12 avril, de prendre les choses en main. Rajoelina a dû se résoudre à satisfaire l'une des conditions imposées par les officiers : ne pas se présenter ».

La France a réagi très favorablement et sur le champ à cette annonce. Elle place Madagascar « *sur la voie d'un retour à l'ordre constitutionnel et donc du soutien de la communauté internationale* », a affirmé le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet. « *L'annonce [...] témoigne de son sens des responsabilités* », a dit le secrétaire d'Etat, jugeant qu'il « *place ainsi l'intérêt de son pays au-dessus de toute autre considération* ». Quant à « *l'annonce d'un calendrier électoral resserré* », elle « *répond à l'attente du peuple malgache* », a-t-il ajouté. M. Joyandet a affirmé : « *la France sera aux*

³ Cf blog Justmad – « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://justmad.canalblog.com/archives/2010/05/06/17754708.html>

côtés du peuple malgache pour l'aider à relever les défis qui l'attendent ». Andry Rajoelina aura « tout son soutien pour atteindre l'objectif qu'il a lui-même fixé d'organiser des élections libres et transparentes avant la fin de l'année 2010 », a-t-il dit. Rolly Mercia, conseiller spécial du président, journaliste et directeur de *La Vérité* a annoncé sur *RNM* qu'Alain Joyandet a réagi sur son site 35 mn après l'intervention d'Andry Rajoelina.

14 mai : l'annonce d'Andry Rajoelina rencontre le scepticisme de l'opposition et la place dans l'embarras. Une décision conforme à la Charte de l'UA mais qui ne remet pas en cause le processus unilatéral. La « précipitation française » mise en cause.

Andry Rajoelina refuse la candidature des anciens présidents. Lors de son interview sur *RFI* qui a suivi son intervention télévisée, il a estimé que les anciens présidents ne devraient pas être candidats : « ils ont conduit le pays à la pauvreté. Je ne pense pas que c'est une bonne solution qu'ils se présentent pour ces élections présidentielles ». Concernant Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina déclare : « la loi ne lui permettait pas de se présenter aux élections présidentielles » car « il a été jugé et condamné ». Le président de la HAT, qui aura 36 ans le 30 mai, a également indiqué qu'il n'écarterait pas de se présenter à la présidentielle suivante, dans 5 ans. Il a exprimé le souhait que des observateurs internationaux viennent superviser le processus électoral. Il a bon espoir enfin de pouvoir être invité prochain Sommet franco-africain de Nice, les 31 mai et 1er juin.

L'opposition sceptique après l'annonce de retrait d'Andry Rajoelina. Les 3 mouvances ne sont pas convaincues de sa bonne foi et qualifient son calendrier électoral d'« unilatéraliste ». « Il faut reconnaître qu'il a eu du courage, mais il est pris en tenaille par les trois mouvances, ses propres alliés, et l'appareil d'Etat qui se délite », estime Raharinaivo Andrianantoandro, de la mouvance Ravalomanana. Celle-ci juge que « des problèmes importants, comme l'amnistie de Marc Ravalomanana, ne sont pas résolus par cette simple annonce ». L'opposition n'est pas disposée à participer à la première étape de cette nouvelle feuille de route, le « Dialogue national » des 27 au 29 mai. Monja Roindefo, ancien Premier ministre de la HAT, exprime lui aussi son scepticisme et redoute qu'Andry Rajoelina ne respecte pas sa parole. Il le dit « inconstant, manipulable, et ne cherchant plus qu'à profiter de ses prérogatives ». Il ne voit pas l'intérêt d'organiser un nouveau « dialogue politique » : « Quel intérêt si c'est lui qui l'organise ? Nous en avons assez de la manipulation ». La mouvance Zafy insiste également sur le manque de personnalité qui, selon elle, caractérise le président de la HAT. Il ne serait pas libre de ses décisions, naviguerait à vue et n'aurait aucun programme. Roland Ratsiraka, vice-président de la HAT, suggère qu'Andry Rajoelina confirme son engagement par un courrier officiel et qu'il élabore une nouvelle charte de la Transition.

Les membres du gouvernement ayant l'intention de se présenter aux élections, devraient renoncer à des fonctions ministérielles, estime le Premier ministre. « Tout le monde doit suivre le chemin du président qui a pris un acte courageux et positif pour tous les malgaches », a-t-il expliqué. Dans un souci de cohérence, il annonce donc que le prochain gouvernement, qu'il dirigera, sera constitué principalement de techniciens, sans exclure les politiques qui renonceraient à une fonction élective.

Pierrot Rajaonarivelo salue la décision d'Andry Rajoelina. L'ancien Premier ministre du régime Ratsiraka rallié à la HAT, ex-exilé politique, fondateur du Mouvement pour la démocratie à Madagascar (MDM), entend bien profiter de ce retrait. Des observateurs indiquent déjà qu'Andry Rajoelina lui apporterait son soutien aux présidentielles. Pour *Tribune*, « la question est désormais de savoir si cette décision empêchera vraiment l'apparition d'un « candidat d'Etat ». Sachant que le seul cas à Madagascar où un tel candidat n'a pas été élu fut en 1996 [candidature de Norbert Ratsirahonana, alors chef d'Etat intérimaire] ».

Réserves de l'Afrique du Sud. Très impliquée dans la médiation, elle s'est refusé « à commenter des décisions politiques prises individuellement par des dirigeants », exigeant une nouvelle fois le « retour à l'ordre constitutionnel ».

Abdoulaye Wade a salué la « décision courageuse » du président de la HAT. Andry Rajoelina avait informé M. Wade, par téléphone le 12 mai, de sa décision. Le chef de l'Etat sénégalais avait reçu il y a un an, à Dakar, l'ex-maire d'Antananarivo qui venait de chasser du pouvoir le président Marc Ravalomanana.

Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie, salue les décisions prises par Andry Rajoelina. Il rappelle que, conformément aux dispositions de la Déclaration de Bamako et aux décisions de ses instances, la Francophonie s'est engagée à accompagner, par l'organisation d'élections crédibles et régulières, le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel.

Le GTT International condamne l'attitude de la France qui a apporté un soutien sans réserve à la feuille de route de la HAT et salué la décision « courageuse » d'Andry Rajoelina. Il déclare notamment : « Dans son communiqué, M. Joyandet affirme que Madagascar est "sur la voie d'un retour à l'ordre constitutionnel". Faut-il rappeler que l'une des conditions nécessaires à ce retour est la démission de M. Rajoelina ? Tant que ce dernier reste à la tête de la HAT, on ne peut pas parler de retour à l'ordre constitutionnel. Pouvons-nous faire confiance à celui qui renie sans cesse sa parole et ses opinions ? ». Il conclue : « compte tenu de ses intérêts économiques, la France ne peut rester neutre dans ce processus de sortie de crise. Aussi, nous exigeons qu'elle en soit exclue ». L'organisation réitère sa demande d'application des sanctions individuelles contre le régime.

Commentaires de Tribune : « La précipitation de la France à déclarer son soutien à la décision et à la feuille de route proclamée par Andry Rajoelina à la veille du rendez-vous de Pretoria et de l'application des résolutions de l'UE est bizarre, sinon suspecte. En tout cas, le cas Madagascar est en train de diviser autant les Malgaches que la communauté internationale ». La décision du président de la HAT « fait fi de l'esprit consensuel et inclusif revendiqué par la communauté internationale, dont le GIC, auquel appartient la France comme les autres pays partenaires de Madagascar. [...] La France parle-t-elle alors au nom d'elle-même et de la Francophonie et s'est-elle substitué à la Sadc, à l'UA, à la COI et à l'Europe pour déduire que grâce à cette décision Madagascar se place donc sur la voie du soutien de la communauté internationale et par conséquent de la reconnaissance internationale ? »

Commentaire de Midi : « A bien comprendre cette déclaration d'Alain Joyandet, Andry Rajoelina n'a plus besoin de retourner à Pretoria pour avoir la reconnaissance internationale. Par quelle magie donc la France pourrait-elle aider le président de la HAT à obtenir cette reconnaissance internationale ? Interviewé par RFI, il a dévoilé une partie de la stratégie en exprimant sa détermination à être présent au Sommet de la Françafrique qui se tiendra le 31 mai prochain à Nice : « Je pense que je serai invité à ce Sommet. Ce sera un honneur pour le peuple malgache », a-t-il déclaré, montrant sa préférence pour Nice plutôt que pour un retour à Pretoria».

Le CCOC salue une décision conforme à la Charte de l'UA qui aurait dû être prise depuis plusieurs mois⁴. Il rappelle cependant qu'il avait déjà demandé ce retrait après les Accords de Maputo I et la réunion du Carlton 6 octobre 2009. De plus, la Charte de l'UA stipule que les auteurs de prise de pouvoir anticonstitutionnelle ne doivent ni diriger un pays, ni se présenter aux élections. Par soucis de neutralité, les autorités qui sont responsables de l'organisation des élections ne doivent pas non plus se présenter pour ne pas être juge et partie. Andry Rajoelina ne fait que donc respecter ces principes et se conformer aux textes. Le CCOC insiste sur le fait que cette décision ne remet pas en cause le processus unilatéral en cours et ne règle pas la question de la réconciliation. Toutes les forces politiques qui souhaitent se présenter aux élections doivent pouvoir le faire. L'organisation espère qu'Andry Rajoelina respectera sa parole, ce qu'il n'a pas fait dans le passé. Elle demande que la Transition soit confiée à des techniciens dont aucun ne pourra se présenter aux élections.

Le Premier ministre Camille Vital prône la fermeté vis-à-vis des manifestants. « Le gouvernement va prendre ses responsabilités envers ceux qui manifestent dans la rue. Il n'y aura plus d'état d'âme. Ceux qui manifesteraient encore ne sont que des perturbateurs. L'opposition devrait être maintenant satisfaite puisque le président de la HAT vient d'exhausser leur vœux en décidant de ne pas se porter candidat», a-t-il affirmé. « Les politiciens sont maintenant dans l'obligation de prouver leur popularité à travers des élections qui seront libres et transparentes », a-t-il martelé. Zafy Albert a immédiatement condamné ces propos « C'est tout simplement inacceptable cette volonté des tenants du pouvoir de mettre une croix sur la liberté d'expression », a-t-il dit.

15 mai : Joachim Chissano demande la reprise des négociations. Marc Ravalomanana rejette la feuille de route de la HAT, appelle au boycott international et condamne la France qui fait cavalier seul. L'Allemagne reste fidèle à la ligne définie par la communauté internationale.

⁴ Cf blog Justmad, « articles remarquables », mai 2010 - <http://justmad.canalblog.com/archives/2010/05/06/17754708.html>

Le chef de la médiation internationale demande la reprise des négociations. « *Les intérêts individuels sont inacceptables et il faudrait que les leaders malgaches n'oublient pas l'engagement qu'ils ont pris vis-à-vis de la population de Madagascar et de la communauté internationale de poursuivre dans l'unité leur discussion pour ramener le pays à la légalité constitutionnelle* », a déclaré Joachim Chissano après avoir pris note de la décision d'Andry Rajoelina de poursuivre le processus de Transition en renonçant à sa propre candidature et en demandant aux anciens présidents de ne pas se présenter.

Marc Ravalomanana rejette la feuille de route de la HAT. Il considère le retrait d'Andry Rajoelina comme une manipulation et déclare s'en tenir aux Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. L'ancien président accuse le pouvoir de vouloir faire diversion pour mettre le peuple dans une situation d'incompréhension de l'évolution du processus de résolution de la crise. Mettant Andry Rajoelina au défi de se présenter pour voir s'il serait élu, il fait remarquer que personne ne lui a interdit d'être candidat. Il critique l'attitude des pays, principalement de la France, qui ont pris position en faveur de la démarche adoptée par Andry Rajoelina et révèle qu'il a déjà pris des contacts avec les Nations Unies et l'UA pour dénoncer la poursuite de l'« *unilatéralisme* » de la HAT et inciter à son boycott international. Pour lui, la réconciliation nationale (et la question « *sensible* » de l'amnistie) demeure un préalable à l'élaboration d'un calendrier électoral accepté par tous. Il a lancé enfin un appel en vue de la reprise de la rencontre à Pretoria.

L'ambassadeur d'Allemagne : « La feuille de route de Rajoelina est unilatérale ». « *Je ne vois pas le consensus dans ce programme. D'ailleurs, les trois mouvances l'ont déjà condamné* », souligne Wolfgang Moser. L'ambassadeur salue la décision d'Andry Rajoelina de ne pas se présenter aux élections mais il rappelle que cet engagement avait déjà été pris, ce n'est donc pas un « *scoop* ». Il fait part de son scepticisme quant au respect du calendrier très serré de la nouvelle feuille de route. S'agissant de la « *précipitation* » française, il déclare : « *Je tiens à préciser que la position de la France n'empêchera pas la communauté internationale d'agir pour la recherche d'une solution consensuelle et inclusive* ». L'ambassadeur a démenti les propos qui lui avaient été attribués par Midi.

La formation présidentielle TGV en séminaire pour préparer le « Dialogue national » du 27 au 29 mai. Une esquisse de projet de Constitution sera élaborée à ce rendez-vous auquel participeront des délégués des 119 districts du pays. Des voix en interne se sont exprimées pour déplorer que le président de la HAT n'ait pas instauré une structure inclusive et consensuelle de mise en œuvre pour légitimer son initiative et établir une charte de la Transition. L'organisation du dialogue national aurait aussi pu être confiée à la société civile.

Le SeFaFi publie un communiqué favorable à la décision d'Andry Rajoelina : « *Oui, la décision d'Andry Rajoelina va dans le bon sens, celui de l'honnêteté intellectuelle et du respect de la parole donnée en politique. [...] Ridicules ou puériles, toujours intéressées, ces réactions [suscitées par l'annonce] montrent combien il est difficile de porter un jugement objectif et éthique sur l'actualité* ». Dans la perspective des travaux préparatoires à la rédaction d'une nouvelle Constitution, le SeFaFi liste « *quelques points essentiels à la bonne gouvernance attendue et aux libertés imprescriptibles des citoyens* »⁵.

16 & 17 mai : intervention musclée au siège d'une radio privée qui avait organisé un débat politique. Un leader pro-Ravalomanana incarcéré. Le CCOC exige la formation d'un gouvernement de techniciens.

Arrestation musclée de deux opposants au siège de la station de radio *Fréquence Plus*. Une dizaine d'éléments armés, la plupart en tenue civile, ont forcé la porte du bâtiment avant de mettre la main sur deux opposants, Ambroise Ravonison et Harison Razafindrakoto. Outre la destruction du matériel de la station, leur intervention a fait 3 blessés. L'intrusion s'est produite alors qu'un débat politique contradictoire auquel participaient le leader de la « *mouvance légaliste* » Ambroise Ravonison, le membre de la HAT Pierre Andrianantenaina et Joseph Randriamiarisoa de la mouvance Zafy, se terminait. Ambroise Ravonison a été placé en garde à vue et son domicile perquisitionné. Il est détenu provisoirement à la prison d'Antanimora jusqu'à son procès, fixé au 27 mai. Il est poursuivi pour outrage envers le président de la HAT, pour avoir affirmé qu'Andry Rajoelina aurait présenté un faux document lors des négociations à Pretoria. Harison Razafindrakoto, dirigeant de la Plate-forme

⁵ Cf blog Justmad, « articles remarquables », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/07/57/448497/53121156.pdf>

Herim-bahoaka mitambatra a été libéré peu après son audition à la brigade de recherche de la gendarmerie. Ce dernier a expliqué que les hommes armés étaient passés à l'acte sans explication. «*J'ai reçu des coups de cross de fusil et un coup de tête sur le nez*», a-t-il confié. Une déclaration confirmée par Mbinintsoa Ranaivoson, directeur de publication de *Fréquence Plus*, qui précise que ceux qui ont pris d'assaut la station n'ont présenté aucune lettre justifiant leur mission. Selon *Midi*, certains étaient en état d'ivresse. *Fréquence Plus* n'est plus en mesure d'émettre. Joseph Randriamiarisoa, membre de la délégation de la mouvance Zafy aux négociations de sortie de crise a échappé de peu à une arrestation. Il a pu pendre la fuite avec le représentant de la HAT, qui n'a pas voulu s'interposer. Le lieutenant-colonel Charles Randrianasoavina, ancien collaborateur du lieutenant René Lylison à la direction de la FIS, s'est rendu sur les lieux pour constater les dégâts. La ministre de la communication, Nathalie Rabe, s'est rendue elle aussi sur les lieux, condamnant les violences et les destructions des matériels. Elle suggère la saisine de la Médiature de République pour la réalisation d'une enquête indépendante. Le président de l'Association des Journalistes des Radios Privées (AJRP), Soava Andriamarotafika, a demandé lui aussi l'ouverture d'une enquête.

Le colonel Ravalomanana joue l'apaisement et affirme que les éléments qui ont procédé aux interpellations étaient en service commandé. «*Nous avons reçu une lettre du tribunal nous ordonnant l'arrestation urgente d'Ambroise Ravonison*», a soutenu le responsable de l'État-major mixte opérationnel régional, qui a tenu à rassurer l'opinion en annonçant l'ouverture d'une enquête sur les blessures et les dégâts matériels. Interrogé sur le motif de l'arrestation, il a rappelé que l'homme politique avait déjà fait l'objet d'une convocation à la gendarmerie dans l'affaire des bombes artisanales et au sujet de l'organisation d'une réunion publique non autorisée «*Place de la Démocratie*», à Ambohitato, et qu'il n'a jamais répondu aux convocations. Le colonel Ravalomanana n'a pas souhaité préciser la composition des éléments qui sont intervenus, «*dans le souci de maintenir l'unité des forces de l'ordre*», a-t-il expliqué. Les proches d'Ambroise Ravonison mettent en cause «*l'équipe d'Alain Ramaroson*», président de la Commission Défense et Sécurité de la HAT. Le Collectif des journalistes a décidé d'adresser une lettre de demande d'explications à l'armée, à la gendarmerie et à la police sur les violences perpétrées à la station de radio.

Tribune écrit : «*le scénario rappelle à la mémoire collective l'attaque de la station Viva [en décembre 2008] par des éléments armés proches sinon agissant au nom de la présidence de l'époque ; surtout quand on sait que la FIS est rattachée à la présidence elle aussi. Cette attaque contre Fréquence Plus arrive elle aussi au lendemain de l'intervention du prédécesseur de l'actuel homme fort du régime*». Le quotidien estime que le pouvoir n'est pas conscient des «*dégâts collatéraux*» de cette intervention sur les propriétaires de la station qui étaient parmi les fervents appuis du mouvement populaire de début 2009. *L'Express* pose une question que bien des observateurs se posent : «*Y-a-t-il un État dans la HAT, un co-président qui s'arroge du titre sans avoir la couronne ?*»

Selon *La Vérité*, l'arrestation d'Ambroise Ravonison est justifiée. Le quotidien cite les «*propos orduriers*» qu'il aurait tenus à l'encontre du «*Président Rajoelina*». Il lui est reproché d'avoir lancé un «*message*» au chef de l'Etat : «*quittez le pouvoir ! Dans les 24 heures !*».

RSF a publié un communiqué qui déplore la violence à l'endroit des journalistes de *Fréquence Plus*. L'organisation écrit : «*« Les journalistes et les médias malgaches ne doivent pas être les victimes des règlements de comptes entre hommes politiques. Les circonstances de l'arrestation de ce leader d'opposition, au cours d'une véritable opération commando non sans dégâts pour la presse, sont incompréhensibles et choquantes »*⁶.

Déclaration de l'ambassadeur des Etats-Unis : «*Je suis vraiment navré de ce qui s'est passé à la radio Fréquence Plus. Ce n'est pas bon pour les droits de l'homme, que ce soit les droits d'assemblée, la liberté d'expression, la liberté de la presse. C'est de l'intimidation, encore une fois. Je crois que les autorités de fait doivent vraiment faire preuve de sagesse en menant une enquête sérieuse sur ce qui s'est passé là-bas*».

Le « Mouvement des ecclésiastiques » HMF condamne les violences commises à la radio Fréquence Plus mais ne portera pas plainte. Selon son porte-parole, ces actes de violence contraires à la démocratie et aux droits de l'homme démontrent la dérive dictatoriale du pouvoir. «*ils tendent à bâillonner tout citoyen qui ose exprimer ses opinions, à intimider et à museler toute radio ou télévision privée qui accepte de faire paraître les opinions des politiciens de l'opposition ou ceux des citoyens n'épousant pas les points de vue des dirigeants*».

⁶ Cf blog Justmad, « articles remarquables », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/07/27/448497/53239162.pdf>

Le CCOC exige la formation d'un gouvernement de techniciens. « Nous pensons à une convocation des responsables politiques afin de les convaincre de confier la Transition aux techniciens », a expliqué l'un de ses responsables lors d'une conférence de presse au siège de la Plate-forme nationale des organisations de la société civile (PFNOSCM). « Si les politiques n'arrivent pas à trouver un terrain d'entente, qu'ils quittent tous les postes des institutions de la Transition ». L'objectif est de mettre en place « une transition assurée de manière impartiale jusqu'aux élections, en l'absence, pour l'Exécutif du moins, de la classe politique qui prépare les élections, lesquelles seront définies par la conférence nationale organisée de manière indépendante ». Pour le Collectif, la mise en place d'une institution législative et des juges constitutionnels ainsi que d'une institution pour la réconciliation s'avère en outre nécessaire. Pour servir de balise aux institutions, le CCOC propose l'instauration d'une entité de contrôle et de suivi des institutions. Des accords devront être signés, notamment par l'armée, pour qu'elle fasse montre d'un front uni et durable pour garantir la paix sociale et la sécurisation des accords politiques. Le CCOC salue la décision d'Andry Rajoelina de ne pas se présenter aux présidentielles mais il rappelle que l'organisation avait déjà demandé ce retrait après les accords de Maputo I et la réunion du Carlton le 6 octobre 2009, en application de la Charte de Maputo qui stipule que «les auteurs de prise de pouvoir anticonstitutionnelle ne doivent, ni diriger un pays, ni se présenter aux élections »⁷

Un mouvement catholique interpelle l'archevêque. Le nouveau mouvement dénommé « Vondron'ny Katolika Mijoro ho an'ny Fahamarinana » (VKMF) demande à Mgr Odon Marie Razanakolona de s'impliquer dans la résolution de la crise politique. Il a déposé une requête en ce sens à son représentant lors d'une manifestation qui s'est tenue près du siège de l'archevêché à Andohalo. Le portail de la cathédrale a été fermé, obligeant les organisateurs à tenir leur culte dans la rue. Pour *Tananews*, le puzzle religieux qui menace le régime se complète peu à peu. Après le *Hetsiky ny Mpitondra Fivavahana* – HMF- (Mouvement des ecclésiastiques représenté par les protestants), voici qu'apparaît le VKMF, représenté par des catholiques.

Pour le constitutionnaliste Jean-Eric Rakotoarisoa, les délais prévus dans la feuille de route de la HAT ne sont pas réalistes. Le temps imparti pour l'organisation des élections et l'élaboration de la Constitution est insuffisant. L'universitaire met en question l'autonomie de la CENI. Le « *dialogue national* » annoncé par la HAT aurait dû être à l'initiative de personnes extérieures au pouvoir ou au milieu politique pour être crédible. Il a décidé de ne pas s'associer au travail d'élaboration de la Constitution de la IV^e République, jugeant que cette mission devrait s'effectuer dans une atmosphère calme.

Selon La Vérité, Marc Ravalomanana aurait soudoyé Joaquim Chissano. « Des millions de dollars pour Joaquim Chissano ! », titre le quotidien, dont l'article repose sur des rumeurs insistantes qui auraient été confirmées par des chancelleries et des organismes internationaux. « L'ex-président du Mozambique, Joaquim Chissano, a-t-il réellement besoin des millions de dollars de Ravalomanana ? », s'interroge *Le Courrier*, qui rappelle qu'il est le premier lauréat du prix Mo Ibrahim doté de plus de 5 millions de dollars par an sur 10 ans, selon un article paru dans le mensuel *L'Expansion*. Le quotidien écrit que l'ancien chef d'Etat n'a cure de l'argent d'un potentat africain, lui qui est l'un des hommes les plus prestigieux du continent. En 2009, il a accepté de faire partie du Prix pour la prévention des conflits, lancé par la Fondation Chirac. Il est également membre d'honneur de la Fondation Sergio Vieira de Mello et membre du Comité directeur de l'International Crisis Group, dirigé par Louise Arbour, qui a fortement inspiré le protocole d'accord en gestation.

18 mai : Les Etats-Unis continuent à appuyer la médiation internationale. Un nouveau texte de sortie de crise serait en préparation, avec l'aval de la communauté internationale. L'ambassade de France demande que la lumière soit faite sur l'affaire de la radio Fréquence Plus.

Marc Ravalomanana : « *Les Etats-Unis contre la feuille de route de Rajoelina* ». L'ancien président a fait de cette déclaration aux journalistes et responsables d'une radio privée de la capitale, en marge d'une séance de prière organisée au sein de cette station. La position des Etats-Unis aurait été réaffirmée à l'occasion d'une conversation téléphonique avec un membre du cabinet de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Au cours d'un entretien accordé au quotidien *Les Nouvelles*, l'ambassadeur des Etats-Unis Niels Marquardt déclare : « Nous avons toujours appuyé la médiation internationale menée par le président Chissano et nous continuons à le faire. [...] Donc, nous

⁷ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/91/90/448497/53075543.pdf>

appuyons le communiqué » qu'il vient de publier. « La décision d'Andry Rajoelina de ne pas se présenter [à la présidentielle] est la bienvenue mais, à elle seule, elle ne suffit pas à sortir le pays de la crise. Il faut retrouver la voie consensuelle ». L'ambassadeur se prononce en faveur d'une nouvelle rencontre à Pretoria. Répliquant aux accusations d'être pro-Ravalomanana, il déclare : « Si vous avez remarqué, nous n'avons jamais appelé à ce que M. Ravalomanana soit remis au pouvoir. On a constaté sa démission, on a vu qu'une grande partie de ce qui s'est passé était de sa faute, de sa responsabilité ».

Le texte d'un futur Accord de Pretoria aurait été élaboré. La délégation sud-africaine en mission à Antananarivo disposerait du texte d'une proposition de sortie de crise qui reprendrait les grandes lignes des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, avec des aménagements sur la répartition gouvernementale et une relecture de la Constitution pour l'élaboration du futur texte de la IVème République. Un texte de type consensuel qui aurait obtenu l'aval d'une grande partie de la communauté internationale (« *et de Paris ?* », s'interroge le site *24heures*).

Affaire Fréquence Plus : l'ambassade de France réagit et se soucie des siens. Dans un communiqué, elle réclame « *plus de lumière sur cette affaire* » d'arrestation et sur ce qui a pu justifier ces violences dans un lieu de presse. Elle souhaite également pouvoir rendre visite à Ambroise Ravonison, qui est un ressortissant de nationalité française, dans les délais les plus rapides sur le lieu de son incarcération. Jean-Marc Châtaigner, interrogé par le Collectif des journalistes, s'est montré attentif et a fait preuve de compréhension vis-à-vis des préoccupations des journalistes. *Le Courrier* rappelle qu'Ambroise Ravonison n'est pas le premier malgache de nationalité française à être inquiété depuis le début de la crise. Ralitera, directeur de la Sécurité de la HCC, écroué depuis le 29 avril 2009, est un ancien légionnaire et jouit également de la nationalité française. L'ex-Sénatrice pro-Ravalomanana, Naika Eliane, arrêtée en septembre 2009 puis remise en liberté provisoire et se trouvant actuellement outre-mer est aussi de nationalité française. « *Ce qui met la France, considérée à tort ou à raison comme pro-Rajoelina (la dernière réaction complaisante du Quai d'Orsay sur la déclaration de celui-ci n'arrange rien) dans une posture délicate. Il s'est en effet avéré que certains des opposants à la HAT sont des Malgaches de nationalité française* », écrit le quotidien. « *Depuis le début de la crise, la France a toujours pris soin de protéger les siens. C'est valable pour tous les protagonistes. Quand c'est une personnalité qui a la nationalité française - et elles sont nombreuses dans le microcosme politique malgache - qui est visée, l'ambassade ne manque jamais d'aider les individus concernés. D'une manière générale, la HAT est embarrassée quand il y a une intervention diplomatique sur l'incarcération des opposants. C'était le cas pour Eliane Naika, la sénatrice arrêtée fin 2009 de manière musclée dans un hôtel d'Antananarivo. Elle a été libérée après quelques temps de détention. L'arrestation du président désigné du congrès, Mamy Rakotoarivelo, a été également rendu impossible grâce à une intervention de l'ambassade de France* », commente de son côté Madonline, qui ajoute : « *Ambroise Ravonison a été souvent choisi par des diplomates de l'ambassade comme interface, dans le camp des partisans de Marc Ravalomanana* ».

Selon le ministre des Affaires étrangères, Hyppolite Ramaroson, « *le souhait de l'ambassade de France de rendre visite à Ambroise Ravonison frise l'ingérence* ». Il juge l'intervention contraire à la convention de Vienne qui régit les relations entre Etats souverains. Est-ce qu'Ambroise Ravonison a fait ses déclarations en tant que citoyen français ou en tant que citoyen malgache, s'interroge-t-il en s'adressant ironiquement à l'ambassadeur de France.

Les enfants des dirigeants de la 1ère République condamnent le discours d'Andry Rajoelina. Au nom des enfants des dirigeants de la 1ère République, Eliana Bezaza, petite-fille du premier chef de l'Etat malgache, Philibert Tsiranana, condamne dans une lettre ouverte certains propos du président de la HAT, tenus lors de sa dernière intervention radiotélévisée. Il s'agit en particulier d'un passage où celui-ci fustige tous les dirigeants passés de Madagascar pour « *n'avoir jamais rien fait que d'entraîner le peuple malgache dans la misère, jusqu'au point où nous en sommes actuellement* ». Des propos qualifiés d'arrogants et de prétentieux.

Andry Rajoelina en formation à Harvard ? Le président sénégalais, Abdoulaye Wade, aurait proposé à Andry Rajoelina de l'introduire à l'Université de Harvard pour « *se préparer à être un bon président dans 10 ans* ».

Madagascar a décidé de renoncer à la présidence de la COI qui devrait lui revenir fin mai, et ce en raison de la situation politique, selon les déclarations du ministre des Affaires étrangères, le vice-amiral Hyppolite Ramaroson.

19 mai : le médiateur Joachim Chissano envoie sa proposition de protocole d'accord aux 4 mouvances, en vue d'une nouvelle rencontre à Pretoria qui conditionne la reconnaissance internationale du régime de transition « new look ».

Médiation internationale. Les chefs de file des 4 mouvances invités à remettre leur copie. Les émissaires de Joaquim Chissano présents dans la capitale malgache ont indiqué leur avoir rappelé qu'elles ont à remettre ce jour leurs observations portant sur le projet de protocole d'accord⁸ qui leur a été remis, afin que la date d'une nouvelle rencontre à Pretoria puisse être arrêtée d'un commun accord. Ce projet résulterait des entretiens que la médiation a tenus avec chaque mouvance lors de la rencontre de Pretoria. Un rendez-vous est prévu avec chacune d'entre elles pour apprécier les chances de succès de cette nouvelle rencontre. Le projet soumis serait la forme simplifiée des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, revus et corrigés suite à Pretoria I. Il prévoirait la constitution d'une nouvelle CENI (CENA) composé d'un commun accord par les 4 mouvances et la désignation d'un gouvernement d'union nationale, chargé d'expédier les affaires courantes, composé de 6 représentants de chaque mouvance et de 7 personnalités issues des « *autres sensibilités* ». Il insisterait sur la mise en œuvre d'un processus de réconciliation nationale (installation du CNR). Le protocole prévoirait la mise en place d'autres institutions et surtout l'ouverture d'un Bureau permanent de médiation à Madagascar jusqu'à ce que le référendum constitutionnel ait donné ses résultats. La Transition ne devrait pas excéder 12 mois à compter de la date de signature de l'accord. Andry Rajoelina serait confirmé dans ses fonctions de président de la Transition, avec les attributions de chef d'Etat. Pour le médiateur, ce projet constitue la base incontournable de la reconnaissance internationale. La question cruciale de l'amnistie ne serait pas abordée dans le document soumis aux mouvances.

Marc Ravalomanana se dit prêt à participer à ce deuxième round des négociations et se déclare optimiste mais rien ne permet d'affirmer qu'Andry Rajoelina rejoindra Pretoria dans les prochains jours. Actuellement, la HAT a ses propres préoccupations : la formation du « *gouvernement des techniciens* ». Elle donne l'impression d'avoir définitivement tourné la page mais il n'est pas exclu que la pression internationale parvienne à le faire céder. Paris serait maintenant favorable à sa participation car l'actuel projet d'accord reprendrait des propositions du « *protocole français* » de Pretoria.

Le Kmf/Cnoe redoute une contestation des résultats du référendum constitutionnel. Son président se montre préoccupé par le fait que le décret de convocation des électeurs a déjà été pris, alors que l'esquisse de Constitution sur laquelle les citoyens seront appelés à se prononcer n'est pas encore élaborée. « *Les électeurs devraient connaître le type de Constitution à adopter ainsi que la question posée au référendum au début-même du délai de 3 mois entre la convocation des électeurs et la date de la consultation populaire* », a-t-il souligné. Le président de la CENI, Hery Rakotomanana, se veut rassurant et ne voit pas dans cette situation un risque de contestation.

Le Comité de suivi de l'exécution et de suivi des résolutions des Assises nationales (CSR-AN) monte au créneau. Sa coordinatrice nationale, Blanche Nirina Richard, met en garde : « *Le président Rajoelina [...] organise un Dialogue national, qui n'est pas une Conférence nationale* ». C'est, selon elle, une nouvelle démarche unilatérale. « *Nous invitons les autres mouvances à en faire autant. Ensuite nous allons synthétiser les résolutions au cours d'une Conférence nationale, l'unique voie de sortie de crise* », soutient Blanche Richard. Le CSR-AN ne participera pas au Dialogue national pour la simple raison, dit-il, qu'on ne peut mettre la charrue avant les bœufs. Le Dialogue national est censé élaborer les textes fondamentaux de la nouvelle République. Or la présidence de la HAT a déjà adopté par ordonnance le Code électoral et les textes régissant le fonctionnement de la CENI.

20 mai : début de mutinerie au sein de la FIGN, appel à la population « pour se battre contre les injustices » et la violence ambiante. Vers une convergence avec le « Mouvement des ecclésiastiques » ? La HAT se prononce contre un retour à Pretoria.

Des éléments de la FIGN appellent la population à venir les rejoindre près de leur caserne de Fort Duchesne pour combattre les injustices. Le communiqué fixe un rendez-vous pour ce jour à Andrainarivo-Mausolée national d'Avaratr'Ambohitsaina. Des invitations ont été adressées à toutes les mouvances opposées au régime de Transition. Le lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy, ancien

⁸ Blog Justmad, « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/81/63/448497/53296633.pdf>

chef de service des opérations, meneur du mouvement des gendarmes frondeurs, a assuré dans son message « *qu'ils défendront de toutes leurs forces ceux qui répondront à leur appel* ». Et comme pour démontrer leur force, ils ont mis en place un dispositif de défense aux environs de leur caserne, déclarée « *zone rouge* », des gendarmes armés et cagoulés bloquant les rues environnantes. Le quartier a été privé d'électricité pendant quelques instants. Le lieutenant-colonel a évoqué la tentative du pouvoir de faire désarmer la FIGN par des militaires ou des forces spéciales. Joint au téléphone, le général Viennot Zafera, commandant de la FIGN, est allé jusqu'à évoquer une tentative de coup d'Etat. « *Comment peut-on imaginer un rassemblement de foule à proximité d'une caserne, si ce n'est pour un coup d'Etat* », a-t-il déclaré, avant de promettre des mesures, qu'il tient pour le moment à garder secret pour des raisons stratégiques. L'appel du lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy fait suite à l'affaire de la somme de 500 millions Ar que Marc Ravalomanana aurait versé pour soudoyer la gendarmerie et qui a été détournée. La FIGN, poursuit-il, constate qu'il n'y a eu aucune prise de responsabilité réelle ni volonté de transparence sur cette question, alors que l'enquête administrative a confirmé la réalité du détournement. Les enquêtes promises n'ont pas débouché. S'ajoutent à cette déception les menaces dont les éléments de la FIGN seraient victimes en raison de leur « *forte tête* » et les arrestations arbitraires et les violences envers des civils qui se poursuivent. Les éléments de la FIGN prétendent être les seuls à encore oser dire la vérité. Ils se posent en instigateurs d'un mouvement de « *renaissance morale* » dans l'armée.

Le pouvoir redoute une conjonction du mouvement de résistance de la FIGN avec la manifestation qu'organise ce jour le « Mouvement des ecclésiastiques » (HMF), qui n'a pas trouvé de lieu pour tenir son culte. Pour les pasteurs initiateurs de ce mouvement, le rendez-vous qu'ils convoquent serait effectivement « *le début d'une réelle action d'envergure, dont l'objectif serait de déraciner le mal dont souffre le pays* ».

HAT : non à Pretoria II et à Joachim Chissano. Les membres de la HAT réunis en conclave pour faire le point sur les affaires nationales se sont prononcés en faveur du boycott de l'invitation à se rendre à un nouveau round de négociations à Pretoria. Ils ont sévèrement condamné le médiateur Joaquim Chissano, pour ses positions « *tendancieuses* ». Ils le rendent responsable de l'échec des négociations successives et exploitent les rumeurs persistantes de corruption dont il aurait bénéficié de la part de l'ancien président. Zazah Ramandimbarison, directeur de cabinet d'Andry Rajoelina, a tout de même accepté de rencontrer l'émissaire de Joachim Chissano qui poursuit ses consultations en vue de l'organisation d'une nouvelle rencontre, ce qui pourrait être interprété comme le signe d'une absence de rejet absolu de la relance du processus de négociations. Les 3 mouvances veulent y croire, ajoutant que la « *versatilité* » d'Andry Rajoelina peut encore réserver des surprises.

Fjkm. Le pasteur Lala Rasendrasina appelle à la prise de responsabilité. Le président de l'Eglise réformée a recommandé dans son message de la Pentecôte que les chrétiens s'élèvent de manière pacifique contre les violences qui se multiplient dans le pays.

21 mai : les forces de sécurité ont maté la rébellion de mutins de la FIGN au terme d'une journée de violents affrontements qui ont fait 3 morts et une quinzaine de blessés.

La connexion tant redoutée par le pouvoir entre « l'affaire des 500 millions Ar de la FIGN » et les manifestations de contestation encouragées par le « Mouvement des ecclésiastiques » au Mausolée national s'est produite et a conduit à de violents affrontements armés. Ils ont coûté la vie à deux éléments des forces de l'ordre : un dans le camp des assaillants conduits par le colonel Ravalomanana Richard et un autre chez les mutins de la FIGN. Un troisième décès a été déploré parmi les civils pro-« *Mouvement des ecclésiastiques* ». On compte une douzaine de blessés chez les forces de l'ordre et parmi les civils, dont au moins 4 dans un état grave. Au final, les forces fidèles au pouvoir ont remporté relativement aisément une victoire face à deux douzaines de mutins, dont une demi-douzaine d'officiers. En face, le colonel Ravalomanana a mobilisé 600 hommes. La majorité des éléments du camp de la FIGN s'était de fait ralliée à la position du général Viennot Zafera qui s'opposait à son ancien chef des opérations, le lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy. Celui-ci prônait le renforcement par les gendarmes des manifestations de l'opposition, suite au manque de suivi de l'affaire des primes accordées par Marc Ravalomanana en 2009, qui auraient dû revenir aux hommes de la FIGN et qui ont été détournées par de hauts gradés.

Le fil des événements. Très tôt le matin, alors que la *Radio Fahazavana* [radio Fjkm proche de Marc Ravalomanana] appelait la population à venir au Mausolée renforcer la cause des éléments de la

FIGN, un chapiteau et des chaises étaient mis en place pour accueillir le culte qu'avait annoncé le « *Mouvement des ecclésiastiques* ». Celui-ci était depuis plusieurs jours à la recherche d'un lieu de rassemblement autorisé.

Une foule de civils ralliait les lieux (5 à 600 personnes selon des sources officielles), encouragés par la présence des éléments mutins de la FIGN qui s'étaient engagés à les protéger. Les barrages qui avaient été érigés la veille refaisaient leur apparition. Le chef de corps de la FIGN, le général Viennot Zafera, est ensuite arrivé sur place, sans armes et accompagné de deux gardes du corps, pour protester contre cette situation. Après une altercation avec un pasteur, il quittait les lieux sous les huées, en déclarant à la presse qu'il reviendrait avec ses hommes.

Lorsque des véhicules de l'Emmoreg (renforcés par la FIS) se sont approchés des barrages, les hommes de la FIGN ont procédé à des tirs de sommation, obligeant les militaires à bord des véhicules à se mettre à l'abri. Au départ, la mission du colonel Ravalomanana était d'empêcher les manifestants de descendre au centre-ville, notamment sur la place du 13-Mai.

Une heure plus tard, les échanges de coups de feu augmentaient en intensité, alors que des manifestants civils du côté des FIGN acclamaient les tirs ou entonnaient des cantiques. Plusieurs personnes, civiles et militaires, étaient blessées. Un élément de la FIS était tué, tandis que les éléments menés par le colonel Ravalomanana progressaient vers le Mausolée.

Peu avant midi, un communiqué du commandement de la gendarmerie annonçait que ces actes « *minoritaires* » seraient punis. Une accalmie relative s'installait peu après.

Suite à ces affrontements ponctués des tirs de roquettes et de jets de gaz lacrymogènes, les mutins se sont repliés dans le camp de la FIGN, suivis des dirigeants et des organisateurs du rassemblement religieux, lequel n'a pu véritablement débuter que dans l'enceinte de la caserne. De son côté, le colonel Richard Ravalomanana affirmait que des négociations en vue d'une reddition des mutins était en cours, ce qui était démenti du côté des mutins. La radio nationale diffusait des appels invitant les civils, dont les familles des gendarmes, à quitter les lieux. Le Pasteur Valisoa, l'un des leaders du « *Mouvement des ecclésiastiques* », sortait du camp, et était arrêté.

Vers 16 heures, les tirs reprenaient. Aux alentours de 17h30, les mutins avaient disparu. Les forces de l'ordre conduites par le colonel Richard Ravalomanana ont investi le camp, apparemment vide. La foule qui s'y était réfugiée le temps du culte et d'une tentative de retour au Mausolée, avait déserté les lieux. Le colonel Raymond Andrianjafy a été aperçu dans le camp quelques minutes avant l'assaut. Il aurait réussi à prendre la fuite en tenue civile, suivi par quelques acolytes. Les fuyards ont laissé leurs fusils. Le camp a été sécurisé vers 18 heures.

Les autorités militaires et gouvernementales, et notamment le Premier ministre Camille Vital, ont condamné les manipulations politiques qui, selon eux, sont à l'origine de ces événements et ont réitéré leur détermination à faire régner l'ordre et la discipline à tous les niveaux.

La force armée de la gendarmerie, destinée à maintenir l'ordre lors des manifestations de l'opposition, a affirmé ne pas être à l'origine des premiers tirs. « *On n'a jamais voulu attaquer. Ils ont commencé à nous tirer dessus. On a riposté seulement 30 minutes après, quand on a décidé de progresser vers le camp* », a affirmé le colonel Richard Ravalomanana.

Des informations contradictoires circulaient concernant l'arrestation du colonel Raymond Randrianjafy. Selon certaines sources, il se serait rendu au lendemain des événements. 5 civils, dont un pasteur, ont été interpellés.

L'affrontement fratricide entre les éléments de la FIGN et de l'Emmo-Reg, renforcés par la FIS, ont paralysé une partie de la capitale. Les écoles ont été évacuées, les commerces ont fermé par crainte des pillages.

Le *Courrier* écrit que des officiers français sous uniforme militaire malgache ont été remarqués durant les affrontements autour de Fort Duchesne. L'ambassade de France a démenti l'arrivée d'un avion Transall avec des hommes à bord (information publiée sur *Sobika*).

Radio Fahazavana [littéralement Radio Lumière] attaquée et perquisitionnée. La station a cessé d'émettre vers 20h. Après avoir été informés de l'attaque imminente des forces de l'ordre, le personnel a tenté d'évacuer les équipements. 3 journalistes [dont Lôlô Ratsimba, animateur de l'émission "Ampenjiky" incarcéré le 8 janvier et remis en liberté provisoire le 15 février] étaient présents lors de la perquisition. Selon certaines sources, plusieurs journalistes auraient été arrêtés par la suite pour « *incitation à la rébellion* ». Les noms de Lôlô Ratsimba, Josiane Ranaivo, Jaona Raoly et Philémon Raveloarison sont cités. Des techniciens auraient aussi été appréhendés.

Le ministre de la télécommunication a expliqué que la fermeture de la radio *Fahazavana* s'est déroulée dans les règles car cette dernière avait abrité l'émetteur d'une radio pirate sur laquelle était diffusée de fausses nouvelles.

Le siège du quotidien *La Gazette de la Grande Ile*, situé dans le quartier des affrontements, a été saccagé par des manifestants anti-HAT. Le journal dit payer au prix fort, son indépendance, son impertinence et son insolence. *Le Courrier* indique que des journalistes de radios privées jugées pro régime ont été menacés par des militants du HMF et ont du quitter les points chauds pour ne pas risquer leur vie. Des voix s'élèvent pour réclamer aussi la fermeture ou la suspension d'une émission « virulente » animée sur radio Viva par quelques journalistes, conseillers dans des institutions et ministères.

« Un Coup d'Eclat hasardeux », titre Sobika. Extrait : « Le coup d'éclat ne pouvait pas aboutir pour plusieurs raisons : l'adhésion populaire n'a pas eu lieu. Certes il y avait un peu de monde au Mausolée mais pas assez pour en faire un mouvement populaire compact et uni. Par ailleurs, ils étaient à peine une vingtaine de militaires contre plusieurs centaines en face. Contrairement à ce qu'ils pouvaient penser, il n'y a pas eu de soutien de la part des autres camps de militaires ni de soutien politique et c'est le troisième élément défavorable. Cette révolte du FIGN [...] ne pouvait donc qu'être vouée à l'échec car elle était sans légitimité. [...] Reste que cet épisode va sans doute radicaliser les positions de chacun dans le jeu politique ».

Pierre Tsiranana : « Je condamne Chissano et Ravalomanana ! ». Le membre de la HAT voit la main de Joaquim Chissano et de Marc Ravalomanana derrière les troubles qui perturbent régulièrement l'ordre public dans la Grande Ile. Le lieutenant-colonel Randrianjafy Raymond aurait ainsi bénéficié de subsides d'origine douteuse et distribué des sommes conséquentes à ses hommes. Accusation reprise par le colonel Ravalomanana.

Soutien financier d'un pays ami ? Midi croit savoir en revanche qu'« une puissance étrangère ou un pays ami (c'est selon), aurait dépêché son attaché militaire pour apporter un soutien financier aux forces armées. L'enveloppe remise [...] aurait servi aux dépenses de carburant et à la ration alimentaire des troupes qui ont pris d'assaut le camp de la FIGN ».

Curieuse coïncidence. Pour *Madaplus*, « La question que se posent les chroniqueurs politiques : quel était le but réel de cette journée de tirs ? Un fait incontournable, dont la coïncidence avec ses "affrontements" serait trop fortuite pour n'être qu'un concours de circonstances : un émissaire de la SADC est à Antananarivo, il repart aujourd'hui. Il aura eu, en quelques jours, une vision de Malgaches très en colère et se tirant dessus. Comme ce fut le cas en mars, lors des violences à la stèle d'Ambohitato, peu avant la mission d'Alain Joyandet. Et de même, en janvier, lors de la mission de Jean Ping, lorsque les trois mouvances avaient provoqué des heurts avec les forces de l'ordre non loin du Carlton. Des images bien négatives, véhiculées intentionnellement ? »

L'avis du politologue Paul Rabary rapporté par L'Express : « La politique divise les militaires ». « Le pouvoir transitoire a dirigé le pays pendant un an. Mais il s'est affaibli à cause d'une hésitation manifeste dans la prise de décisions, ainsi qu'en raison de dissensions internes. L'opposition a joué le jeu en profitant de cette situation afin de pouvoir marquer des points. [...] Les militaires sont depuis longtemps divisés par la politique. Quand ils se sont immiscés de plus en plus dedans, le rapport de forces politiques s'est transformé en rapport de forces militaires ».

Madagascar au Sommet Afrique - France du 31 mai ? Paris demande l'avis des Africains. Les autorités françaises auraient demandé par écrit l'avis du président sud-africain, Jacob Zuma, ainsi que du président de la RDC et actuel président de la SADC, Joseph Kabila. Selon ces derniers, « la France est libre d'inviter les personnalités qu'elle souhaite voir prendre part au Sommet. Cependant, une présence malgache devrait être conditionnée par l'application d'un accord consensuel entre les mouvances politiques », ont-ils préconisé. La SADC invite Andry Rajoelina à se rendre d'abord à Pretoria (Pretoria II) le 23 mai avant de rejoindre Nice. L'attitude de la France concernant le Niger est observée attentivement.

22 mai : les mutins de la FIGN se sont rendus. Le « Mouvement des ecclésiastiques » sévèrement touché. Radio Fahazavana, relais médiatique des manifestations du HMF, a été réduite au silence. Les 3 mouvances appellent à l'aggravation des sanctions et font pression en faveur d'un « Pretoria II »

Mutinerie de la FIGN : le lieutenant-colonel Randrianjafy s'est rendu. Après son arrestation, les forces de l'ordre ont procédé à une perquisition à son domicile. Le Général Zaferana affirme que

presque tous les éléments des FIGN sont rentrés à leur base. L'épisode « *Fort Duchesne* » est donc clos mais l'affaire de la tentative de coup d'Etat avorté où le nom du lieutenant-colonel Randrianjafy a été cité va revenir sur le devant de la scène. L'intéressé n'a pas encore été entendu sur ce dossier. L'absence du commandant en chef de la gendarmerie du territoire national est perçue comme suspecte par la HAT. Il serait en séjour familial en France. En application de 3 articles du code pénal malgache, le lieutenant-colonel risque la peine de mort, a rappelé le commandement de la gendarmerie nationale. Le Général Zafera, commandant de la FIGN, s'est plaint des traitements infligés à son encontre durant l'assaut final lancé par l'Emmoreg et la FIS : « *on nous a tiré dessus alors qu'ils savent le lieu où nous étions restés. Par ailleurs, on nous a forcé à hisser un drapeau blanc alors que nous n'étions même pas armés* ».

Le lieutenant-colonel Randrianjafy serait entre les mains de la section de recherche criminelle, avec 6 autres comparses, selon la gendarmerie. Pour *Tribune*, bien des zones d'ombre entourent encore les conditions de sa reddition. Les plus folles rumeurs circulent quant à son repli sur le camp des RFI à Ivato, unité d'appartenance du commandant Roger Luc, autre « *électron libre* » des forces armées.

Le « Mouvement des ecclésiastiques » sévèrement touché. Le pasteur Ranaivo Rivoaharison du temple Fjkm d'Ilafy a succombé à ses blessures, ce qui porte à 4 le nombre de morts (un militaire dans chaque camp, un religieux et un civil sympathisant du mouvement religieux). Un autre dirigeant du HMF, le pasteur Valisoa Rafanonerantsoa, a été arrêté et placé sous mandat de dépôt à la maison centrale d'Antanimora. Il est poursuivi pour coup d'Etat, rébellion et appel à manifestation non autorisée. Le pasteur aurait subi des violences. Blessé, il a été conduit en pleine nuit à l'hôpital militaire à Soavinandriana. Les dirigeants du Mouvement se sentent traqués. Alain Ramaroson, président la Commission Défense et Sécurité de la HAT, fidèle d'Andry Rajoelina, dont la famille a été l'une des bêtes noires de Marc Ravalomanana durant ses 7 ans de présidence, rappelle *La Gazette*, demande à la hiérarchie de l'Eglise Fjkm de se désolidariser officiellement des agissements de ces pasteurs « *qui mélangent Bible et argent de Ravalomanana* ».

Radio Fahazavana, premier relais médiatique des manifestations du HMF, a été réduite au silence. Selon la ministre de la Communication, Nathalie Rabe, la décision avait été prise quelques heures auparavant par le Conseil Supérieur de la Communication audio-visuelle en raison des « *incitations à la violence* », d'un démenagement non signalé, de l'utilisation de fréquences sans autorisation et de l'assistance à une station de radio pirate. « *La radio Fahazavana est en complicité avec une radio pirate à Imarivolanitra où elle émettait. Elle a utilisé des stations relais pour être entendue sur tout le territoire national* », a soutenu le ministre des Télécom, Augustin Andriamananoro. Les matériels de *Radio Fahazavana* ont été confisqués. 5 journalistes et animateurs de la station, ainsi que 4 techniciens, ont été entendus par les policiers. La ministre a cependant annoncé son intention d'effectuer une démarche en leur faveur auprès des autorités judiciaires, en relation avec le président de l'Ordre des journalistes. Outre les 5 journalistes arrêtés, le pasteur journaliste Tiburce Soavinarivo a été appréhendé par des éléments de la brigade criminelle à son domicile. Pour le Collectif des Journalistes, les procédures concernant la fermeture d'une radio n'ont pas été respectées : « *Il n'y a eu ni rappel à l'ordre, ni mise en demeure avant de décider la fermeture de la station* ». L'avocat assurant la défense des inculpés dénonce le fait qu'on essaie d'établir un lien de causalité entre la mort d'hommes durant l'affrontement meurtrier de Fort-Duchesne et les informations diffusées par la radio *Fahazavana* et ses journalistes.

Commentaire de Midi. D'une pierre deux coups. « *L'Emmoreg et la FIS, forces loyales au président de la HAT, ont fait d'une pierre deux coups en se rendant au Mausolée et au camp de Fort-Duchesne. D'une part, ils ont mis fin à la mutinerie des FIGN qui réclament justice. D'autre part, ils ont réprimé le culte du Mouvement des ecclésiastiques tenu sans autorisation et qui ont revendiqué depuis quelques jours le départ d'Andry Rajoelina. Le Premier ministre et ministre de la Défense, Camille Vital, a mis à son compte le succès de l'assaut militaire* ».

«Les événements qui se sont produits dans la capitale témoignent de l'escalade voulue par Marc Ravalomanana», selon les termes d'un memorandum transmis à l'AFP par le service de Communication de la présidence. « *Marc Ravalomanana tente de fomenter une guerre civile* », ajoute le texte. Le document rappelle que « *le malaise qui affecte actuellement [la gendarmerie] a commencé à partir du moment où l'ancien président en exil a déclaré avoir versé [début 2009] 500 millions Ar [190.000 euros] à certains hauts responsables militaires* », qui n'auraient pas été redistribués à la

base. «L'objectif est de créer une tension au sein des forces armées notamment entre la hiérarchie et les hommes de troupe », accuse la présidence.

Manandafy Rakotonirina a fait part à la presse de l'appel des 3 mouvances à la communauté internationale pour qu'elle sanctionne plus sévèrement les dirigeants de la HAT. Ont pris part à la conférence de presse : Emmanuel Rakotovahiny, Mamy Rakotoarivelo, Ange Andrianarisoa et Tabera Randriamanantsoa. Les trois mouvances ont condamné le comportement des forces de l'ordre et déploré les affrontements armés qui ont provoqué des morts et des blessés. Emmanuel Rakotovahiny a vertement condamné les forces armées qui, au lieu d'offrir leur protection aux populations, se tuent entre elles, estimant que la crise politique est devenue une crise militaire. « *Une honte pour la Nation* », a-t-il dit, et la preuve qu'il n'y a plus d'Etat. Les 3 mouvances appellent la communauté internationale à faire pression pour que la rencontre de Pretoria II, ait lieu et débouche sur la signature d'un accord de sortie de crise. Elles demandent la participation des forces armées.

La présidence de la HAT a démenti qu'Andry Rajoelina se soit enfui à La Réunion, comme la rumeur le laissait entendre. Le communiqué précise notamment : « *le président de la HAT continue d'exercer les activités liées à sa fonction de chef de l'Etat. Par ailleurs, il tient à remercier les responsables des forces armées qui ont fait preuve de fermeté et de patriotisme dans le rétablissement de la paix sociale* ».

Communiqué du SeFaFi⁹ : forces armées, crise politique et démocratie. « *Coup d'État réel ou virtuel ? Instauration d'un Directoire militaire ou d'un Comité militaire de salut public ? Ultimatum des forces armées qui exigent une feuille de route claire et crédible pour la Transition ? Instauration d'un gouvernement militaro-civil ? Finalement, refus de l'armée de participer à un gouvernement de manière institutionnelle. Une fois de plus, les forces armées se trouvent, involontairement ou volontairement impliquées dans une éventuelle solution d'une crise qui tend à s'éterniser. Cette intrusion des militaires dans la vie politique commence à prendre un tour inquiétant pour l'avenir de la démocratie malgache* ».

23 au 25 mai : simple remaniement ministériel et non changement de gouvernement, après 3 mois de gestation. Une équipe pléthorique, à dominante technique où les militaires sont minoritaires. Une ouverture limitée. La société civile (divisée) se mobilise pour arrêter le cycle de la violence et exiger le respect des droits humains.

Un remaniement ministériel au lieu d'un changement de gouvernement. 10 nouveaux ministres, dont 5 militaires. L'opposition est déçue, ce n'est pas le « gouvernement d'union » espéré qui pourrait ouvrir la voie à la reconnaissance internationale. A l'issue de 3 mois de gestation, le nouveau gouvernement, toujours présidé par Camille Vital, compte 31 ministres dont 7 hauts responsables militaires (2 de plus que précédemment). « *Une fois de plus, c'est une initiative unilatérale qui, en tant que telle, ne peut pas obtenir de reconnaissance internationale* », a déclaré Fetison Andrianirina, chef du mouvement Ravalomanana. Tous les ministres reconduits font partie des sympathisants du pouvoir. La plupart des ministres remplacés sont ceux de septembre 2009, du premier gouvernement d'ouverture. Sa composition reste cependant dominée par celle héritée de Monja Roindefo, mais en plus militarisé. A noter le limogeage du général Claude Ravelomanana du secrétariat d'État à la Gendarmerie et l'arrivée à la tête du ministère des Forces armées d'un général, le doyen des « *Ombimanga* » en activité, qui occupait le poste de directeur du cabinet militaire de la présidence. Conséquence de la mauvaise gestion de l'affaire de la FIGN et des « *primes* » détournées. Nathalie Rabe, ministre de la Communication ne fait pas partie de la nouvelle équipe, on ignore si elle a été remerciée ou a démissionné, en raison des divergences de vues apparues avec les poids lourds de la HAT dans la gestion des affaires touchant les médias et sa liberté de ton remarquée. La ministre de l'Intérieur, Manorohanta Cécile, aurait payé pour sa gestion du conflit des administrateurs civils et pour des différends dans l'organisation des élections ; le ministre de la Santé, Alain Tehindrazanarivelo, aurait été sanctionné pour sa gestion de la grève des paramédicaux. Il en serait de même pour le ministre de l'Environnement et des Forêts, remplacé par un autre militaire jugé plus apte à gérer avec poigne le problème des bois précieux. L'engagement de ces militaires au sein du gouvernement relève d'une initiative strictement personnelle, comme cela avait été exigé par les forces armées. La ministre de la Justice Christine Razanamahasoa est reconduite. *Sobika* écrit : « *à défaut d'un gouvernement d'ouverture politique, on a bien un gouvernement d'ouverture aux militaires,*

⁹ Cf blog Justmad, « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/42/25/448497/53377609.pdf>

[...] qui n'en sont pas moins des techniciens ». Des départs auraient pu aussi être motivés par les ambitions électorales de certains ministres.

« Annoncé depuis la fin du mois de février, le nouveau gouvernement ne voit le jour que trois mois plus tard. Ce retard est dû au fait que le régime de Transition a tenté de mettre en place un schéma d'ouverture aux forces de l'opposition, puis un gouvernement militaro-civil de salut public, mais en vain ! Aussi, se contente-t-il aujourd'hui d'entreprendre un remaniement ministériel au lieu d'un changement de gouvernement », écrit Mada.pro.

Pour *The Times of Madagascar*, la nouvelle équipe consacre le corporatisme. L'appel à des techniciens « favorise les opportunistes et les ambitieux. Enfin, le nombre pléthorique de cet exécutif fait dire que la HAT ne connaît pas la crise. 31 ministres pour un budget divisé par 5, c'est tutoyer la pauvreté ambiante ».

Analyse de Tribune : « À peine les morts enterrés, un nouveau gouvernement. Quelles que soient les personnalités choisies, voilà qui ne contribuera pas à l'apaisement ; en court-circuitant les sujets de négociation, les autorités de fait entendent faire comprendre qu'elles n'entendent plus tergiverser sur le choix d'une feuille de route. Il n'y aura donc eu aucune remise en cause fondamentale de l'option unilatérale. Au contraire, malgré tout le temps qui s'est écoulé depuis son annonce, l'ouverture de ce gouvernement remanié apparaît limitée à des personnalités sans réelle visibilité politique, et la perception qu'aura la communauté internationale et l'opinion publique nationale du régime en place ne devrait pas s'en trouver bouleversée. [...] Le futur risque plus de ressembler à la situation thaïlandaise qu'à l'ivoirienne : tentative de passage en force plutôt que statu quo. La culture malgache n'en reste pas moins un curieux mélange d'Afrique et d'Asie. Et l'une des complexités du caractère asiatique est que la rancune peut persister de manière particulièrement durable lorsque les interlocuteurs ont l'impression d'avoir perdu la face ».

Commentaire de *L'Express* : « Dans une certaine mesure, la «neutralité» imprimée dans le gouvernement s'apparente à un message fort contre le processus consensuel et inclusif de la transition consacré à Maputo et à Addis-Abeba. Mais une autre interprétation n'est pas à exclure, à savoir la difficulté à rallier les éléments des mouvances des trois anciens présidents ».

Autres réactions suite aux affrontements meurtriers de Fort Duchesne et à la fermeture de radio Fahazavana. Le vice-amiral Hippolyte Ramaroson, ministre des Affaires étrangères et plus haut gradé de l'armée malgache, a déploré que le dialogue n'ait pas été privilégié avant de donner l'assaut au camp de la FIGN. Le général Zafera Viennot, commandant de Fort Duchesne, a dénoncé les lancers d'obus dirigés contre lui et ses troupes dans le bâtiment où il se trouvait, pourtant éloigné de celui des mutins. Les tirs ont continué alors qu'il avait hissé le drapeau blanc. Son bureau a été saccagé et une importante somme d'argent dérobée.

Marc Ravalomanana a démenti être à l'origine des affrontements entre gendarmes mutins et forces de sécurité. Le colonel Richard Ravalomanana, chef de la circonscription régionale de gendarmerie, l'avait suspecté, avec l'un de ses proches, d'être le bailleur de fonds de l'opération menée par les éléments frondeurs de la FIGN. Sa mouvance déplore la détérioration de la liberté de la presse et appelle à la levée des restrictions imposées aux médias, elle maintient sa volonté d'une rencontre inter-mouvances à Pretoria.

Le président de la Fjkm, le pasteur Lala Rasendrahassina, condamne l'entrave à la liberté d'opinion, le tir mortel sur l'un de ses pasteurs, l'arrestation d'un autre, ainsi que la fermeture définitive de la radio *Fahazavana* et la détention de ses journalistes et de ses techniciens. Il condamne les violences mais appelle à l'apaisement. « Une plainte sera déposée contre la fermeture arbitraire de la radio *Fahazavana* et la confiscation de ses matériels », a-t-il expliqué. Il fait état du soutien de plusieurs Eglises étrangères, à l'instar de l'Alliance Réformée Mondiale, de la CEVAA, du département Missionnaire Suisse et de la PCUSA. Le domicile du directeur de la radio *Fahazavana*, *Didier Ravoahangiarison*, a été perquisitionné.

« Protestantisme- Le premier martyr du XXI^{ème} siècle », titre *Madatimes* qui écrit : « Le christianisme n'est pas ce qu'il est à Madagascar sans les martyrs protestants. Le nom de Rasalama vient en tête en premier sur le sujet. Depuis jeudi, on a le pasteur Ranaivo Rivo Harison qui a donné sa vie, « en martyr », pour la Vérité et accessoirement pour chasser le démon ».

Le mouvement HMF n'entend pas renoncer : « Il est vrai que la douleur d'avoir perdu un des nôtres est en ce moment est très présente mais nous n'entendons pas baisser les bras. [...] Ce n'est pas cela qui nous arrêtera. Nous allons lutter jusqu'à ce que la volonté de Dieu règne dans le pays », ont-ils assuré, sans donner davantage de détails sur ce qu'ils comptent entreprendre.

De l'argent a circulé pour « motiver » les troupes du lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy, affirment plusieurs journaux. « *Le montant de 4 milliards Ar laisse bouche bée l'humble citoyen* », écrit *Madaplus* qui précise qu'une avance de 1 milliard Ar aurait été accordée aux responsables pour déclencher les opérations, le solde devant être payé une fois la mission accomplie. Les autres mutins n'étaient rémunérés qu'à 40.000 Ar par jour.

Alain Ramaroson désavoué ? Selon *Tananews*, le président de la Commission Défense et Sécurité aurait été désavoué par une partie de la HAT qui le rend responsable des méthodes d'intervention de sa « *milice privée* » et l'aurait sommé de s'expliquer.

« Hetsiky ny Mpitondra Fivavahana » (HMF) : 2 pasteurs convoqués à la gendarmerie, suite aux événements de Fort Duchesne qui ont opposé les éléments de l'Emmo-Reg et du FIS aux hommes de Raymond Andrianjafy de la FIGN.

Suite aux affrontements de fort Duchesne, **7 gendarmes de la FIGN sont détenus à Tsiafahy**.

L'ambassadeur américain Niels Marquardt ne sera pas remplacé. Il annonce qu'au terme de son mandat, en août, c'est à son adjoint que reviendra la représentation des Etats-Unis à Madagascar en tant que chargé d'affaires par intérim. Aucun nouvel ambassadeur ne sera nommé tant qu'il n'y aura pas de gouvernement légal.

26 mai : l'enquête concernant l'affaire des FIGN se poursuit. 23 personnes, dont 11 civils et 9 éléments des FIGN, ont été auditionnées. La France aurait renoncé à inviter Andry Rajoelina au sommet de Nice du 31 mai.

Réactions au remaniement ministériel.

Plus de 50 ministres se sont succédé en 15 mois. Depuis le coup d'Etat de mars 2009, Andry Rajoelina a procédé à la nomination de 4 Premiers ministres et de 120 ministres dans 4 gouvernements. Limogées, reconduites ou remplacées, ce sont 51 personnes qui se sont succédées au sein de l'exécutif en 15 mois de transition, écrit le site réunionnais *Clicanoo* qui ajoute : « *avec les 44 membres de l'autorité de Transition, [les 32 membres du nouveau gouvernement] sont tous payés avec les maigres ressources des contribuables* ».

« *Les ministres septiques écartés* », titre *Madonline*. « *La formation proposée par le Premier ministre Camille Vital au président de la HAT a permis d'intégrer quelques techniciens dans le gouvernement sans compromis avec les autres sensibilités politiques. La mouvance Rajoelina est revitalisée et les ministres sceptiques écartés. Camille Vital fait le ménage dans le gouvernement qu'il a hérité de Monja Roindefo aujourd'hui passé dans la catégorie ennemie de la mouvance Rajoelina. Intégrer des nouveaux lui permet aussi d'écarter les indésirables. Les compagnons de lutte sur la place du 13-Mai dans la conquête du pouvoir en font les frais. Après l'éviction prématurée du ministre de la Défense nationale, Noël Rakotonandrasana, d'autres dissidents de la mouvance Rajoelina sont limogés* ».

Le constitutionnaliste Jean Eric Rakotoarisoa, membre du SeFaFi, note que ce n'est pas un nouveau gouvernement mais il y a des membres qui sont nouveaux. Il devra faire la preuve de sa neutralité. Des experts et hommes politiques doutent que le remaniement unilatéral du gouvernement puisse résoudre complètement la crise politique. Raniriharinosy Harimanana, expert malgache en science politique, a indiqué que le remaniement du gouvernement « *va aggraver la tension politique* ».

Tribune rapporte que certains observateurs voient de plus en plus une mainmise des Ratsirakistes sur le régime et ils s'interrogent sur le *deal* qui aurait été conclu entre Didier Ratsiraka et Andry Rajoelina (4 ministres seraient issus de cette tendance). D'autres entrevoient la montée en puissance des anciens du PSD et des enfants de la 1ère République. Pour d'autres en revanche, la composition du nouveau gouvernement traduit une radicalisation du régime. Le quotidien remarque que tous ces cadres et intellectuels promus ministres ont été plus ou moins proches, ou du moins, ont eu des relations professionnelles ou eu à servir tous les régimes successifs. Surtout ceux qui sont dans la Fonction publique.

L'enquête concernant l'affaire de la FIGN se poursuit. 23 personnes, dont 11 civils et 9 éléments du corps d'élite, ont été auditionnées. Mis à part les 4 gendarmes qui ont été placés sous mandat de dépôt à Tsiafahy, 7 autres personnes sont incarcérées à Antanimora. Parmi elles figurent le Pasteur Valisoa et un journaliste freelance, Andrianjanarisoa Sitraka. La garde à vue du

lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy aurait été prolongée. Selon certaines sources, 70 personnes auraient été rémunérées pour accomplir ces actions. Le commandement de la gendarmerie a publié un communiqué exhortant les éléments de Fort-Duchesne qui sont encore en fuite de se rendre pour éviter d'autres affrontements. Les familles des trois éléments blessés pendant les accrochages ont fait part de leur mécontentement au colonel Richard Ravalomanana, lors de sa visite à l'hôpital. Faute de moyens, les blessés n'auraient pas reçu les soins adéquats.

Ambroise Ravonison : des problèmes de santé suite aux violences subies. Le médecin-chef de la maison centrale d'Antanimora a établi un certificat médical pour le leader de la « *mouvance légaliste* » arrêté lors de l'intervention « *musclée* » à radio *Fréquence Plus*. « *Le sujet présente des signes de traumatismes cranio-facial et de traumatismes corporels multiples. Ainsi, son état de santé nécessite des examens complémentaires dans un centre plus adapté pour éviter toute complication possible* », a-t-il relevé. Il attend d'être reçu par le juge pour répondre de l'accusation d'outrage envers le président de la HAT.

Andry Rajoelina ne sera sans doute pas invité au sommet France-Afrique de Nice. Le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, a laissé entendre sur *RFI*, qu'a priori, le président de la HAT ne serait pas invité au Sommet qui se tiendra du 31 mai au 1er juin. La France était prête à inviter Andry Rajoelina, après qu'il eut renoncé, le 13 mai, à être candidat à la présidentielle du 26 novembre. Alain Joyandet avait par la suite affirmé que Madagascar était « *sur la voie d'un retour à l'ordre constitutionnel* ». Mais l'UA et tout particulièrement les Etats de l'Afrique australe s'opposent à la présence du dirigeant malgache à ce Sommet. Malgré tout, selon *RFI*, Alain Joyandet aurait révélé que « *Madagascar sera tout de même représenté à cette réunion* ». Le choix pourrait se porter sur le Premier ministre Camille Vital qui n'a pas participé directement au putsch du 17 mars 2009. Ce choix serait aussi motivé par le fait qu'il est « *enfant de la Première République* » et membre du comité du centenaire de Philibert Tsiranana.

Un navire espagnol échappe à une attaque de pirates dans les eaux territoriales malgaches. Le thonier se trouvait entre Mahajanga et Antsiranana. Le navire a effectué des manœuvres pour s'échapper et a pu sortir de la zone sans avoir à déplorer de victimes.

27 mai : le report du « Dialogue national » augure mal du respect de la feuille de route de la Transition. Certaines organisations de la société civile prêtes à relever le défi. 27 personnes incarcérées dans l'affaire de « Fort Duchesne ». L'enquête s'élargit en direction des civils. Joaquim Chissano : « Pretoria II en préparation ». La HAT s'y oppose.

Le report du « Dialogue national », un nouveau contretemps mal perçu. Pour certains observateurs, c'est le signe que la feuille de route mise en œuvre après l'échec du Sommet de Pretoria ne permet pas de résoudre la crise. Le comité d'organisation désigné pour sa préparation chercherait à en confier l'animation à des entités « *neutres* ». Comme l'a annoncé le Président de la HAT, l'objectif principal est de définir la nouvelle Constitution.

La nouvelle Coalition des Organisations de la Société Civile (COSC) exprime publiquement qu'elle est prête à organiser le « Dialogue national » que la HAT a décidé de reporter « *pour assurer une meilleure organisation* ». Cette coalition met en avant son « *Comité de Olobe et de Raiamandreny* » et se dit prête à tout mettre en œuvre pour convaincre les 4 mouvances à y participer. Elle a été reçue en audience par Andry Rajoelina. Conduite par Velompanahy Aristide responsable du Gesci, la coalition donne l'impression de vouloir prendre la relève des médiateurs internationaux et ne souhaite pas limiter ce dialogue aux seules questions de Constitution. [Le Groupement des entités de la société civile (Gesci) regroupe entre autres le Rassemblement des associations des régions (Rare), le SeFaFi et le Kmfi/Cnoe]. Les protestants de la FJKM semblent vouloir eux aussi se faire entendre et proposer une issue, tout comme les évêques catholiques qui sont en réunion extraordinaire.

Le lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy incarcéré à Tsiafahy. 12 éléments de la FIGN ont été transférés dans cet établissement. 16 personnes impliquées dans l'affaire de la mutinerie sont passées devant le juge d'instruction. 3 ex-militaires, arrêtés au domicile du lieutenant-colonel lors de la perquisition, et une femme, ont été entendus en tant que témoin et remis en liberté provisoire. Ces 16 personnes déferrees composent la troisième vague des inculpés. 11 autres personnes sont déjà incarcérées à Tsiafahy et à Antanimora. Par ailleurs, des éléments de la FIGN qui ont participé à cette

mutinerie sont encore en fuite. Parmi eux figurent les gendarmes Fikisy Lydie et Relava. Le commandement de la gendarmerie a lancé un appel urgent à leur endroit. *Midi* signale que le premier est l'ancien garde du corps de Lalao Ravalomanana [*ancienne « première dame »*] et qu'il aurait été en première ligne pour la distribution d'argent aux mutins. Il est également soupçonné d'avoir participé à la tuerie du 7 février 2009 devant le palais d'Ambohitsorohitra. Selon un communiqué de la gendarmerie, les infractions reprochées aux douze éléments placés en détention préventive sont de nature criminelle. Ils sont inculpés d'«*assassinat, d'incitation des citoyens à la guerre civile, d'attroupement armé sans autorisation et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État*». Ils risquent la peine de mort.

Des chefs militaires de la HAT s'opposeraient à l'incarcération du lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy, selon *Midi*, toujours prompt à mettre en avant les dissensions au sein des forces armées. Ils exigeraient qu'il soit placé en résidence surveillée et jugé par un tribunal militaire. Ils revendiqueraient la mise en œuvre des recommandations des Assises militaires d'Ivato, de mai 2009, qui seules peuvent rétablir la cohésion des forces armées, affirment-ils. Des représentants du groupe des anciens responsables des forces armées ont rencontré le chef de l'état-major général de l'armée malgache (CEMGAM), le général André Ndriarijaona.

La section criminelle de la gendarmerie étend l'enquête dans l'affaire des FIGN du côté des civils. Les enquêteurs ont établi une liste des personnalités qui ont été aperçues à Fort Duchesne au cours du rassemblement au Mausolée. Plusieurs hommes politiques figurent dans la liste, parmi lesquelles Olivier Rakotovazaha, Tabera Andriamanantsoa et Andrianalijohn Ndriamanampy. Des hommes d'Eglise comme les dirigeants du HMF sont également touchés par la convocation. Les enquêteurs vont tenter en priorité d'en savoir plus sur les éventuelles implications financières d'hommes politiques, et notamment de Marc Ravalomanana, qui s'en défend.

Le pasteur Marinasy, secrétaire général de la Fjkm a rendu visite aux 10 journalistes et techniciens de la radio Fahazavana auditionnés à la brigade criminelle. Ils se sont enquis de leurs conditions de détention dans les locaux de la police nationale.

Le groupement pour l'édification de la théocratie à Madagascar (GETM) a présenté la Constitution qu'il a élaborée. Le président fondateur Raharimala Andriampenotiana estime que le seul et unique remède pour éradiquer la pauvreté est le recours aux écritures saintes.

Joaquim Chissano : « Pretoria II en préparation ». L'ancien président mozambicain a affirmé sur *RFI* que former unilatéralement un gouvernement n'est pas la solution pour sortir de la crise. Il confirme poursuivre sa préparation d'une nouvelle rencontre, après avoir fait recueillir les contre-propositions des 4 mouvances à son nouveau projet d'accord. Il rappelle que les 4 mouvances ont pris l'engagement de se retrouver.

Le ministre des Affaires étrangères Hyppolite Ramaroson indique qu'il n'est plus question d'un Pretoria II. Il déclare : « *Nous avons d'autres préoccupations beaucoup plus urgentes comme, par exemple, la résolution des problèmes de la FIGN et des leaders religieux. En tout cas, je pense que la feuille de route annoncée par le président est largement éloquent quant à ses intentions sur la conduite de la Transition* ».

28 mai : le Comité Consultatif Constitutionnel mis en place. Radio Fahazavana : 10 employés incarcérés. L'idée de médiateurs malgaches fait son chemin.

Désignation des 9 membres du Comité Consultatif Constitutionnel (CCC). Le régime de Transition avance ses pions dans l'élaboration de la Constitution. Florent Rakotoarisoa, président de l'organe chargé de rédiger l'avant-projet de texte sur la Loi fondamentale sensibilise l'opinion pour la collecte des propositions à soumettre au « *Dialogue national* ». L'ancien diplomate et ancien membre de la HCC n'accorde qu'une semaine pour la collecte des suggestions, qui viendront enrichir les propositions émises aux Assises nationales d'avril 2009, aux Conférences régionales de mai-juin 2009 et plus récemment au « *Teny ifampierana* » [*Assises d'Ivato*] de mars dernier. Florent Rakotoarisoa tient à rassurer l'opinion quant à l'indépendance du Comité. « *Nous n'avons pas reçu de consigne particulière sur l'orientation à suivre* », avance-t-il. Il n'est pas exclu que les travaux débouchent sur plusieurs propositions de texte. En créant ce Comité, la HAT tente de créer une dynamique électorale en faveur du référendum constitutionnel. L'attribution de l'organisation du dialogue national à la société civile peut être perçue comme une tentative d'effacer l'image

unilatéraliste du processus. Et ces mesures vont, en quelque sorte, à l'encontre de l'appel du médiateur Joaquim Chissano, qui s'efforce de remettre sur les rails les discussions pour un processus de transition incluant les mouvances des trois anciens présidents.

Le Courrier note que 3 membres du CCC, Maxime Zafera, Patrick Rajoelina (haut fonctionnaire français du Ministère de l'Intérieur) et Joël Andriambovazona, sont tous des juristes Malgaches la diaspora. Des « experts » de la future Constitution seraient aussi du côté de Paris, emmenés par le très entreprenant Philippe Leclerc d'Orizon Finances et compagnon de la fille de l'ancien ministre français Jacques Toubon, qui est déjà intervenu en faveur d'Andry Rajoelina auprès de la « Commission de Venise ». De plus, selon le quotidien, aucun des 9 membres n'est un constitutionnaliste de renom. *Tribune* ne semble pas partager ce point de vue, le quotidien écrit que ce sont des personnalités « qualifiées, éprouvées et reconnues ». Jean-Eric Rakotoarisoa, spécialiste en droit constitutionnel, estime qu'il faut d'abord résoudre la crise avant d'élaborer la Constitution de la IV^{ème} République.

Radio Fahazavana. 10 employés dont 6 journalistes incarcérés à Antanimora après une semaine de garde à vue. Ils sont poursuivis pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État dans la mesure où « ils ont donné une certaine ampleur à la mutinerie d'une partie des éléments des Forces d'intervention de la gendarmerie nationale en appelant à l'antenne les gens à rejoindre Fort-Duchesne selon la consigne du « Mouvement des ecclésiastiques ». Parmi les inculpés figure effectivement le pasteur FJKM Tiburce Soavinarivo. Les observateurs s'étonnent de l'issue de la garde à vue des employés de radio *Fahazavana*. En effet, juste avant son départ du gouvernement, le ministre des Télécommunications, Augustin Andriamananoro, s'était montré magnanime en déclarant que les journalistes de *Fahazavana* ne sont pas en état d'arrestation. Leur garde à vue aurait été plutôt une mesure de sécurité à leur encontre. Même attitude de l'ancienne ministre de la Communication, Nathalie Rabe, qui avait révélé qu'elle avait eu un entretien sur le sujet avec le président de l'Ordre des journalistes, Rufin Rakotomaharo.

Dans une lettre ouverte le « Mouvement des ecclésiastiques » appelle la communauté internationale à faire pression sur les dirigeants pour que les actes de violence cessent et que le pasteur Valisoa Rafanonerantsoa ainsi que tous les prisonniers politiques soient libérés.

En réponse à l'appel de la Coalition des Organisations de la Société Civile, des notables et hauts dignitaires appellent solennellement au dialogue. Ils déclarent avoir « mis de côté leurs éventuelles tendances politiques » pour attirer l'attention de tous sur la nécessité d'un rapprochement afin de sortir le pays de la crise. « La tenue d'un Dialogue national avant le 26 juin pourrait conduire à la célébration de la Fête nationale dans la sérénité », a ajouté l'un des intervenants. Ce comité de sages dénommé « *Raiamandreny mijoro* » [les dignitaires débout !] va entreprendre des consultations auprès des mouvances. Il devrait être associé à l'atelier préparatoire du « Dialogue national » avec les membres du comité organisateur. Parmi les membres de ce comité, Gisèle Rabesahala, Tilahy Robert (ancien président de la HCC), Dr Perry Rasolondraibe (pasteur FLM), Céline Ravao, le Prince Tsirao IV, le Père Charles Ratongavao, et des princes et Ampanjaka aux côtés d'un prédicateur musulman. *Le Courrier* voit dans ce comité de sage une initiative de la HAT visant à torpiller les négociations de Pretoria II.

Commentaire de Sobika : « Contrairement à Maputo, Pretoria et compagnie, une telle médiation doit être restreinte, sans cour partisane derrière chaque leader et SANS objectif d'accord politique car ce n'est pas l'objet. C'est une médiation pour renouer un dialogue, on va oser le dire, fraternel, et bien dans l'esprit du règlement des conflits "à la malgache". Mais attention ! Le pays ne fera pas non plus l'économie d'une médiation internationale car quoi qu'on en dise, la communauté internationale est ce tiers de confiance qui doit assurer la validité d'un accord politique dans lequel elle doit tenir sa place. Mais cet accord doit intervenir après l'intervention du ou des médiateurs malgaches ».

Affaire « Fort Duchesne ». Le Bianco refuse d'être mis en cause. Dans un communiqué transmis à *Tribune*, il regrette que certains soient tentés de chercher un lien entre les événements tragiques de Fort Duchesne et les revendications portant sur l'affaire des 500 millions Ar. Le Bianco rejette ces allusions et les interprétations de ceux qui expliqueraient qu'à l'origine de la mutinerie de quelques éléments des FIGN se trouveraient les revendications des résultats des enquêtes sur cette affaire. Il rappelle avoir fait partie de la commission mixte d'enquête spécialement mise en place à cet effet et que les conclusions des travaux de cette commission ont été déposés fin février. *Tribune* rappelle que si l'enquête administrative concernant cette affaire a bien eu lieu, les enquêtes judiciaires semblent au point mort.

Le Bianco en profite pour attirer l'attention du public sur la recrudescence des pratiques de corruption. « *Seule la prise de conscience à la fois individuelle et collective permettra d'épargner la Nation d'un péril imminent, conséquence inévitable d'une corruption généralisée* » avertit-il. Les Nouvelles rapporte que le Bianco soupçonne que des manifestations à caractère politique ont pu être associées à des paiements de sommes d'argent : « *Certains financements seraient même liés à des actes visant à porter atteinte à l'ordre public. De telles démarches mettent en danger la paix sociale et l'unité de la Nation* ».

Forces armées : toujours sous tension. A peine l'épisode de la FIGN clos, les forces armées sont de nouveau secouées avec la mort du lieutenant Théodule Marie Ramamonjisoa, responsable du Service Transmission des armements militaires de la BANI (Base Aéronavale d'Ivato) qui a succombé suite aux coups qui auraient été portés par un frère d'armes du RFI. L'agresseur serait le commandant Roger Luc et les siens qui, à maintes reprises, ont défrayé la chronique sur des positions supposées anti-HAT. Selon *La Vérité*, le drame se serait produit au plus fort de la crise à Fort Duchesne. Le commandant Roger Luc aurait tenté de rameuter des éléments de la BANI rallier la cause des mutins. Le lieutenant, qui lui aurait opposé une fin de non recevoir, aurait alors été roué de coups. Le Premier ministre, le général Camille Albert Vital, a déclaré que « *les enquêtes sont en cours et le gouvernement prendra les mesures adéquates afin de punir le responsable de cet assassinat. [...]* Des sanctions militaires et pénales seront appliquées », a-t-il indiqué. Il reste à éclaircir ce qui s'est réellement passé ce 20 mai lors de la reddition des mutins de Fort Duchesne, estime *Midit*, notamment la façon dont le lieutenant-colonel Raymond Andrianjafy et des acolytes ont été évacués de la caserne de Fort-Duchesne après l'assaut final lancé par l'équipe dirigée par le Colonel Ravalomanana Richard. Des rumeurs insistantes ont fait état d'une tentative de jonction des mutins avec des éléments de la BANI.

Nicolas Sarkozy juge qu'il est « vraiment temps » que des élections soient organisées. « *Mon sentiment, aujourd'hui, est que cette crise n'a que trop duré* », dit-il dans une interview publiée par *Les Afriques*. « *Il est vraiment temps de parvenir à l'organisation rapide d'élections crédibles qui permettront de restaurer l'ordre constitutionnel à Madagascar* », ajoute le chef de l'État français qui souligne qu'il n'y a aucune divergence de vues entre la France et les médiateurs impliqués dans la résolution de la crise malgache, qu'ils soient de l'UE ou de la Sadc. « *Depuis le début de la crise, nous avons soutenu l'action des médiateurs des Nations unies, de l'UA, de la Sadc et de l'OIF* », a-t-il fait valoir. Pour *Le Courrier*, le président Français a su tirer son épingle du jeu en maintenant un équilibre subtil entre le consensualisme revendiqué par le GIC et la proposition française de vouloir organiser des élections crédibles qui garantiront un retour à l'ordre constitutionnel. Les interventions de la France ont été justifiées sur le fait que Madagascar est le voisin direct de la France (pardon de l'île de la Réunion). Une « *attitude de jésuite* » qui arrange tout le monde, notamment le président Chissano.

29 mai : le « Dialogue national » revient à la société civile. Andry Rajoelina met une croix sur Pretoria II et déclare ne plus être le chef de sa mouvance Un discours de velours dans une main de fer. Les catholiques favorables à l'organisation d'un dialogue malgache-malgache.

Andry Rajoelina confie aux 14 « raïamandreny » [hauts dignitaires] le soin de diriger le « Dialogue national » dont l'organisation est confié entièrement à la nouvelle Coalition des Organisations de la Société Civile (COSC). « *En effet, dépositaires de la connaissance du passé national, ils sont à même d'y réfléchir dans le but de construire un avenir meilleur* », déclare un communiqué de la présidence, qui souhaite que ce projet puisse aboutir avant la Fête nationale du 26 juin.

Pour *Tribune*, « *c'est une décision unilatérale de plus car la coalition des organisations de sociétés civiles en question est truffée de personnalités dont la neutralité est douteuse, de même que la composition de ce comité de « Raïamandreny Mijoro* ». L'âge ne signifie pas automatiquement sagesse ou réceptacle des valeurs morales du fihavanana ». Quelle est leur représentativité ? Qui les a gratifiés du titre de « raïamandreny » ? Une majorité relative de Malgaches vit dans les pratiques ancestrales ou les religions traditionnelles qui seraient peu représentées dans ce Comité. Et de conclure qu'une certaine majorité silencieuse sera ignorée. Des citoyens critiques évoquent l'opportunisme de ces « raïamandreny », critiqués pour leur long mutisme. Ils seront totalement dépendants de l'exécutif pour remplir leur mission. Et de conclure : « *tout en reconnaissant que les mêmes critiques peuvent s'appliquer à la médiation internationale pilotée par Joachim Chissano, l'initiative ne convainc pas complètement malgré toutes les déclarations de bonnes intentions* ».

Raharinaivo Andrianatoandro, porte-parole du Tim et membre de la mouvance Ravalomanana pose ses conditions pour participer au « Dialogue national ». Il reconnaît implicitement l'échec des tentatives internationales compte tenu des positions radicales des uns et des autres. *«Partira-t-on avec les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, ou avec un nouveau document ?»* demande-t-il. *«Est-ce un forum ou un atelier ?»*. Le porte-parole voudrait aussi savoir comment les participants seront choisis, s'ils seront désignés de manière consensuelle et si cette démarche a une chance de recevoir l'agrément de la communauté internationale.

Emmanuel Rakotovahiny, chef de délégation de la mouvance Zafy, refuse dans son intégralité le plan du président de la HAT, il doute que les 3 mouvances acceptent sa démarche. *«Le fait de confier l'organisation du dialogue national à la société civile est déjà une marque de faiblesse. Pourquoi ne pas inclure les trois mouvances dans le processus ?»*, a-t-il demandé.

Andry Rajoelina met une croix sur Pretoria II et renonce à la direction de sa mouvance, une manière de tourner le dos aux négociations sous l'égide des médiateurs étrangers et de prouver son impartialité. *« Je reste raïamandreny et président de tous les Malgaches, même si je suis moins âgé »,* a-t-il déclaré. Le président de la HAT a tenu à rassurer l'opinion sur les ressources financières dont dispose le régime pour mener à bien sa feuille de route, grâce au versement par une entreprise chinoise de 100 millions de dollars pour l'obtention du permis de recherche dans le projet de gisement de fer de Soalala [voir la rubrique économie].

Le Syndicat des Magistrats de Madagascar (SMM) boude la Transition. Il s'estime victime d'un manque de considération et promet de riposter à sa manière. *« Nous ne participerons pas aux Commissions régionales électorales ni au Dialogue national, du moins jusqu'à nouvel ordre »,* affirme son président, qui ne remet toutefois pas en cause la participation de son représentant à la CENI et promet de continuer à assurer le fonctionnement de la Justice. Le SMM s'insurge de ne pas avoir pu obtenir d'audience avec Andry Rajoelina depuis deux mois. *« On ne peut pas parler d'indépendance de la Justice sans une bonne Constitution. Mais comment peut-on y arriver si on nous écoute même pas sur certains dossiers relativement légers »,* commente-t-il. *« Depuis toujours et jusqu'à maintenant, il n'y a jamais eu d'indépendance de la Justice. On a toujours instrumentalisé la Justice »,* tonne son président.

Les catholiques favorables à l'organisation d'un dialogue malgacho-malgache. La Conférence épiscopale a fait le constat de l'échec d'un certain nombre de solutions de sortie de crise. Elle semble prendre position en faveur de l'entrée dans la Coalition des Organisations de la Société Civile, tout en prenant soin de ne pas afficher de préférence politique. La Conférence a proclamé que répandre partout l'argent et les mensonges pour accéder au pouvoir n'est pas une solution. *« Cela ne fait qu'engendrer la violence qui peut mener jusqu'aux massacres. [...] Sur le terrain, la situation est aussi alarmante. L'insécurité règne, certains médias sèment le trouble et l'armée vient d'être rudement éprouvée »,* ont relevé les évêques. Et de conclure : *« Notre souhait est de voir cette Transition prendre fin rapidement, dans la dignité et dans les règles de l'art ».*

Le Club des Journalistes Doyens (CJD) déplore les événements de radio Fahazavana. Il condamne l'interpellation et la mise sous mandat de dépôt des journalistes de la radio dans le cadre de l'affaire HMF. Les employés de la station sont de simples exécutants et ce sont les commanditaires qui doivent être poursuivis.

Le Collectif des journalistes condamne l'emprisonnement et toute forme de répression infligée aux gens de la presse. Il réclame la libération immédiate et sans condition des journalistes emprisonnés et la transparence autour de ce qui s'est passé à *Fréquence Plus*. Il exige également qu'on mette fin à toute forme d'intimidation, directe ou indirecte, contre les journalistes. Le Collectif a été reçu par le premier conseiller de l'ambassade des Etats-Unis puis par l'ambassadeur de France.

Des militaires en arme entrent dans l'enceinte de Magro de Behoririka où étaient regroupés les « légalistes » pour des prières. Les personnes présentes ont été menacées. Les leaders du mouvement ont pris la fuite mais les manifestants, notamment, les femmes, ont fait de la résistance et les militaires ont dû quitter les lieux. Le colonel Richard Ravalomanana a nié que ces éléments soient placés sous son autorité, *« ce dont ces mercenaires »,* aurait-il déclaré à *Midi*.

Andry Rajoelina justifie son absence au Sommet « France-Afrique » de Nice du 31 mai, pour lequel il n'a pas été invité. « Nous pensons qu'il y a d'autres questions beaucoup plus urgentes à régler dans le pays. Notre priorité est la nouvelle Constitution pour laquelle nous avons mis en place un comité d'experts en la matière pour éviter, encore une fois, qu'on parle d'une initiative unilatérale du pouvoir de Transition ». L'idée d'inviter le Premier ministre Camille Vital aurait été rejetée par la Sadc.

30 & 31 mai : la Coalition des OSC et des « dignitaires », encouragée par la HAT, prennent en charge le « Dialogue national » des 14 au 17 juin. Incertitude sur le devenir d'une future rencontre internationale. Concurrence ou complémentarité ?

Rencontres préparatoires du 8 au 10 juin, « Dialogue national » du 14 au 17 juin. L'annonce en a été faite par la Coalition des Organisations de la Société Civile (COSC) et le Collectif « *Raiamandreny mijoro* » [sages, dignitaires] qui a réuni 160 personnes pour une réunion de lancement des opérations qui ont reçu l'aval de la HAT (laquelle a demandé que le Dialogue ait lieu avant le Fête nationale du 26 juin). Les principales mouvances politiques auraient toutes été contactées pour faire part de leurs propositions. Le porte-parole du Tim a accepté de transmettre une liste de questions portant notamment sur le choix des participants, la méthodologie de travail qui pourrait être adoptée, les documents servant de base de travail (Chartes de Maputo et d'Addis-Abeba ou autres documents) et la manière de s'assurer que les résolutions issues de ce dialogue ramèneront la paix sociale et soient reconnues par la communauté internationale. Seule la mouvance Zafy Albert semblait rester en retrait. On ignore si les assurances attendues ont pu être fournies. Les rencontres préparatoires auront lieu dans les 6 anciens chefs lieux de provinces, le « Dialogue national » lui-même à Antananarivo. Trois commissions portant sur la réconciliation nationale, la préparation de l'avènement de la IVème République ainsi que la coordination et l'organisation du dialogue national seront créées. Les organisateurs, qui réaffirment leur souci de neutralité, déclarent qu'ils ne s'opposent nullement à d'autres projets de rencontre à l'extérieur de Madagascar.

Commentaire de Sobika : « L'initiative est louable et c'est une opportunité de dialogue réel. Quelles sont les chances d'obtenir une participation consensuelle c'est à dire avec les 3 mouvances ? Cela va dépendre des chefs de file. Soit ils considèrent que c'est une possibilité comme une autre et ils y participent, soit ils s'en tiennent à la médiation internationale et aux accords signés de Maputo, et à ce moment là, le dialogue perdra de son exhaustivité. Mais en refusant une médiation malgache, les 3 mouvances risqueraient d'apparaître comme des facteurs de blocage. Participer ou ne pas participer, tel est le dilemme auquel elles sont confrontées »

Le Courrier constate que les récentes décisions prises par le pouvoir placent une fois de plus les opposants des trois mouvances devant le fait accompli. Leurs partisans se sentent abandonnés à eux-mêmes. D'autant plus qu'ils ont été privés de moyens de communication avec la fermeture de la radio *Fahazavana*. Trop de « mauvaises nouvelles » qui ont fait l'effet d'une douche froide sur l'enthousiasme des anti-HAT.

Médiateurs nationaux et internationaux, nous avons besoin des deux estime Tribune, qui écrit : « La discussion semble se bloquer aujourd'hui entre ceux qui récusent un Joachim Chissano et ceux qui ne reconnaissent aucune légitimité aux « *raiamandreny mijoro* » ou à la Coalition des Organisations de la Société Civile. [...] L'on se dit alors, puisque chaque camp a nommé son arbitre favori, il ne reste plus à ceux-ci qu'à se concerter pour en désigner un troisième. Sauf que les choses sont sans doute un peu plus compliquées que cela. Arbitres nationaux et internationaux ont chacun leurs forces et leurs faiblesses. Et l'un de leurs points communs est une faiblesse : leur pluralité. Chacun d'eux a derrière soi des intérêts divers et parfois contradictoires. [...] À mort l'arbitre ? Je vous laisse arbitrer (!), mais pour ma part, je crie au contraire : à la renaissance, l'arbitre ! Oui, nous avons besoin des arbitres internationaux qui sont les mieux placés pour essayer de prendre de la distance et nous rappeler les règles du droit international. Mais oui également, nous avons besoin des arbitres nationaux qui devraient être les mieux placés pour nous dire les yeux dans les yeux que les démons à combattre nous sont intérieurs : corruption, violence et manque d'éducation ».

Voie discordante au sein de la coalition au pouvoir : le parti Leader Fanilo veut donner la propriété aux législatives, alors que le gouvernement a décidé d'organiser en premier le référendum constitutionnel. « La seule issue de sortie de crise pérenne est d'abord de laisser au peuple le soin de choisir ses représentants de manière démocratique. [...] Pour être crédible et légitime, une feuille de route de sortie de crise doit être élaborée par une assemblée élue démocratiquement », affirme-t-il. L'élaboration d'une Constitution, la réconciliation nationale, l'amnistie, autant de questions qui relèvent

d'une assemblée élue. Le parti critique le changement de cap de la Transition, qui avait prévu, à l'issue de l'Atelier d'Ivato, d'organiser en premier des élections législatives pour désigner une Assemblée constituante. Mais certains parti au sein de la HAT n'excluent pas qu'à l'issue du « *Dialogue national* », il faille à nouveau modifier la feuille de route de la Transition.

Sommet Afrique-France : 38 dirigeants africains à Nice. 2 absences remarquées et une présence discutée. Seuls deux des 53 pays africains sont absents : le Zimbabwe, dont le président Robert Mugabe est en disgrâce internationale, et Madagascar « *dont la situation politique est jugée trop conflictuelle par l'Elysée* », selon la BBC ou « *en raison de la faible légitimité du pouvoir actuel* » pour *La Croix* [quotidien catholique français]. Le Soudanais Omar el-Béchir, visé par un mandat d'arrêt de la CPI, est représenté, de même que l'Ivoirien Laurent Gbagbo, qui boycotte ces rencontres depuis 2002.

DROITS HUMAINS, GOUVERNANCE

Le ministre de la Sécurité intérieure réfute la rumeur selon laquelle les forces de l'ordre commettent des exécutions sommaires. Remi Organès Rakotomihantarizaka, interviewé par *L'Express*, considère que l'expression est inappropriée si les éléments des forces de l'ordre ripostent contre les tirs d'un bandit armé décidé à les abattre. « *Face aux brigands de mieux en mieux équipés, les policiers sont contraints d'ouvrir le feu si leur vie est en danger. Pour cette bonne raison, il n'y a pas d'exécution sommaire. Si les suspects obtempéraient aux sommations, les forces de l'ordre ne seraient pas obligées d'avoir recours à la force* », déclare-t-il, faisant référence à de graves « *bavures* » qui ont fait récemment la une des quotidiens.

Des enseignants-chercheurs condamnant l'usage de la force contre les étudiants de l'université d'Antsiranana. Ils déclarent dans un communiqué : « *En décidant d'utiliser les armes contre une manifestation étudiante, récurrente et "habituelle", les autorités responsables, dans toute leur hiérarchie, ont fait preuve de manque de sang-froid et de discernement. [...] La libre expression et le débat contradictoire dans le monde universitaire et dans tout État respectueux de ses citoyens est un indice de vitalité et de réelle démocratie. Les problèmes et les désaccords se règlent par la négociation et le débat d'idées, dans le respect des libertés et de la personne de tous les contradicteurs* ». [Cf revue de presse d'avril 2010, p. 44]

Les familles des victimes réclament justice. Des rafales de balles sans la moindre sommation provenaient du toit du camp de la Fip (Force d'intervention de police), au passage du cortège des étudiants. Elles se demandent pourquoi les forces de l'ordre n'ont pas fait usage de gaz lacrymogènes et font le parallèle avec la tuerie d'Ambohisorohitra du 7 février 2009. Les forces de l'ordre auraient menacé quiconque serait en possession de vidéos de cette fusillade, rapporte *La Gazette*.

Fusillade du 7 février 2009. Le dossier devant la Chambre d'accusation le 17 mai. Elle aura pour tâche de décider de la suite à donner à l'affaire : renvoi devant une Cour criminelle ou non-lieu. 19 personnes sont mises en examen, selon Ernest Ratsimisetra, secrétaire général du ministère de la Justice. « *Des militaires, des anciens dirigeants et des simples citoyens* », avance-t-il. 16 de ces inculpés seraient membres des forces de l'ordre, 2 des civils et le dernier un policier. Par ailleurs, un mandat d'arrêt international a été publié pour 6 inculpés et un mandat d'arrêt simple pour un autre inculpé. Une liste a été publiée le 11/05 par *Le Courrier*¹⁰. Le traitement du dossier s'est accéléré depuis le 1^{er} anniversaire du massacre et la promesse faite par Andry Rajoelina à l'association AV7. La HAT a mis en place courant février un comité ad-hoc présidé par un juriste, le ministre Jean de Dieu Maharante. Elle a publié des encarts payants dans la presse pour annoncer l'arrestation et le placement sous mandat de dépôt d'un commissaire, et a lancé un avis de recherche assorti de prime contre plusieurs officiers. Les autorités sont restées discrètes sur les résultats de l'initiative.

Le Courrier écrit : « *L'affaire du 7 février constitue l'un des chevaux de bataille du régime de fait pour se refaire une santé. [...].* Le quotidien rappelle que la HAT est à la fois juge et partie dans cette affaire. Son objectif premier est d'ajouter des casseroles judiciaires au président déchu et à ses partisans, de mettre définitivement à genoux l'ancien régime et d'annihiler toutes ses chances de

¹⁰ Ralitera Andriamalala Andrianandraina, ex-directeur de la sécurité de la HCC (placé sous mandat de dépôt le 06/05/09), Marc Ravalomanana (mandat d'arrêt du 21/08/09 et mandat d'arrêt international du 06/04/10), colonel Andrianarimanana Richard (MD du 23/03/10), commandant Rakotovao Ambinintsoa (MD du 21/02/10), général Raelina Jean Heriniaina (mandat d'arrêt du 02/02/10), colonel Ralamboarison Anatole (MD du 19/03/10), capitaine René Berthin, un GP2 de la FIGN « *protégé par son chef* » selon Radio Viva, adjudant Kotokely, et 9 autres militaires demeurant introuvables.

riposte. Pour les pro-Ravalomanana, le 7 février a été un coup monté par des politiciens professionnels spécialisés dans les mouvements populaires. En envoyant dans une zone rouge une foule fanatisée et bercée par la désinformation, l'objectif était d'accélérer la chute du régime. On ignore si la vérité finira par éclater car des zones d'ombre subsistent sur les armes utilisées et l'origine des tirs. Seule une enquête internationale impartiale pourrait tenter de faire la lumière, ce que l'ancien président aurait demandé.

Midi a pu avoir accès au dossier de procédure transmis par le doyen des juges d'instruction au procureur général de la Cour d'Appel. Dans l'exposé des faits, il est fait mention d'un bilan de 71 morts et de 698 blessés, d'après les inventaires établis par la Croix-Rouge Malagasy et les registres fournis par les établissements hospitaliers de la capitale. Le nombre de manifestants de la Place du 13-Mai qui ont décidé de monter au Palais d'Ambohitsorohitra est estimé à 60.000. Les 19 personnes mises en examen sont inculpées « d'avoir commis avec guet-apens le meurtre de plusieurs personnes ; et d'avoir tenté de commettre un meurtre avec préméditation ou guet-apens, laquelle tentative manifestée par un commencement d'exécution n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de son auteur, notamment la fuite des victimes ». Le dossier stipule que ces infractions sont passibles de la peine de mort. « Reste à savoir si cette peine de mort est toujours applicable à Madagascar », s'interroge le quotidien, qui s'inquiète « de la précipitation avec laquelle on traite ce dossier ». Tout a été déclenché par une conférence de presse du secrétaire général du ministère de la Justice, en pleine période de consultation pour un remaniement ministériel. Midi se demande si l'actuelle ministre de la Justice n'instrumentaliserait pas ce dossier pour pouvoir se maintenir à son poste.

Marc Ravalomanana soutient que seule la HCJ est compétente pour juger un président de la République. Il n'admet pas qu'Andry Rajoelina ait pu annoncer sur *RFI* qu'il est poursuivi pour sa responsabilité dans la fusillade. Il a une nouvelle fois demandé une investigation indépendante sur cet événement « pour mettre au clair la vérité ».

Le dossier du 7 février 2009 transmis à la Cour Criminelle Ordinaire. Après un premier report d'une semaine, la Chambre d'accusation a transmis le 17 mai l'affaire à la CCO. **Le procès devrait se tenir le 23 juin.** Etienne Andriamahefarisoa, l'un des membres de l'association des victimes du 7 février (AV7), a annoncé qu'une réunion interne sera organisée afin de déterminer la suite à donner à la coopération avec les avocats étrangers. Dans ce dossier criminel, 135 personnes se sont constituées parties civiles et 33 témoins ont été auditionnés. Le relevé de toutes les communications par téléphone portable ont été demandées auprès d'une société de téléphonie mobile.

Suite aux affrontements violents qui se sont produits entre les forces de l'ordre et les mutins de la FIGN, un mandat d'arrêt international a été délivré par le doyen des juges à l'encontre de Marc Ravalomanana, l'ancien président étant accusé de continuer à diriger les agissements de ses partisans dans le pays. Le ministère de l'Intérieur a saisi Interpol pour exécution, et d'autre part, une notification diplomatique a été adressée par la ministre de la Justice à l'Afrique du Sud où vit l'ancien président. *La Gazette* estime que cette démarche est vouée à l'échec, du fait de la non-reconnaissance internationale du régime et des bonnes relations entre l'ancien président et l'Afrique du Sud. (21/05).

Pour la première fois depuis la crise de 2002, Amnesty publie un article sur Madagascar dans son rapport annuel 2010. L'organisation écrit notamment : « La crise politique qui a éclaté a déclenché une vague de violations des droits humains de grande ampleur. Les forces de sécurité ont fait usage d'une force excessive contre des manifestants, tuant des dizaines de personnes et en blessant des centaines d'autres. Des membres de l'opposition ont été arbitrairement arrêtés et placés en détention. Le droit de réunion pacifique et la liberté d'expression ont été bafoués. Le droit à un procès équitable n'a pas non plus été respecté. Les auteurs de violations des droits humains jouissaient de l'impunité ».¹¹

Le *Courrier* est le seul quotidien à avoir annoncé la publication du rapport et cité quelques extraits.

Société civile pro-Maputo. Mobilisation pour arrêter le cycle de la violence. Une dizaine d'associations, dont la PFNOSCM et le CCOC, ont lancé un appel à toutes les forces vives de la Nation : les politiques, l'armée et les forces de l'ordre, la société civile, la société économique et la population en général. Elles les appellent à se mobiliser pour arrêter le cycle de la violence qui hypothèque les chances de trouver une solution de sortie de crise. « En tant qu'organisations de la société civile gardiennes du respect des droits fondamentaux, nous ne pouvons demeurer silencieux

¹¹ Cf Rapport 2010 d'Amnesty International : http://thereport.amnesty.org/sites/default/files/AIR2010_AZ_FR.pdf#page=197

devant l'escalade de la violence et la reprise de la répression » disent-elles. Elles déclinent ensuite les différents aspects des violations des droits de l'homme qui ont marqué la période récente¹².

Une coalition peut en cacher une autre. Un nouveau regroupement des organisations de la société civile s'est constitué, dénommé « *Coalition des organisations de la Société civile* » (COSC). Il appelle à la tenue dans les plus brefs délais d'un dialogue politique parrainé par les « *Olobe* » [notables]. Parmi les 15 membres de la coalition figurent Justice et Paix, le Gesci, le Ceres, le MMTM (Malagasy Miray Tanindrazana Mandroso), la FNOIM (les ingénieurs), l'UNIR (les intellectuels), MAMIMAD, SOS Victimes de Non-Droit et des organisations syndicales. Ces associations se sont presque toutes déjà prononcées en faveur de la solution de la crise en partant d'une solution interne. [23/05]. [Voir aussi la rubrique « *Crise politique* »]

Travail au Liban : un message annonçant la mort d'une jeune Malgache est parvenu au ministère de la Population le 4 mai. Cette information semble confirmer la déclaration de Nadine Ramaroson selon laquelle, chaque semaine, une personne émigrée dans ce pays y meurt. Le corps sans vie d'une autre jeune femme avait été rapatrié à Madagascar, le 28 avril. Une avocate libanaise est mise à la disposition des travailleuses victimes de maltraitance au Liban par l'ancien Premier ministre de la HAT, Monja Roindefo, qui a déclaré prendre en charge tous les frais de justice. Une opération séduction dont il a le secret.

1.260 enfants disparus dans la capitale. 72% sont victimes de maltraitance au sein de leur famille. La plupart de ces disparitions sont intervenues durant la crise de 2009, selon *Les Nouvelles*. La crise a créé un environnement propice au non-respect des valeurs de la vie familiale. Sur les 1.260 enfants déclarés disparus à Antananarivo, seule la moitié a été identifiée. « *Ces enfants disparus sont exposés à de nombreux dangers si aucun dispositif n'est pris dans les plus brefs délais* », selon la responsable du Syndicat des professionnels diplômés en travail social (SPDTS). Certains travaillent au Liban sans aucune autorisation ni accord parental. La « *journée des enfants disparus* » sera célébrée le 25 mai.

« **Les écoles catholiques sont sévèrement concernées par les effets de la crise** », déclare le père Ludovic Rabenatoandro, vicaire général du diocèse d'Antananarivo. « *Lors des visites pastorales effectuées auprès des établissements scolaires, nous avons appris que la crise perturbe aussi les relations et la cohabitation entre élèves* », regrette-t-il. « *Un autre problème non moins important vient du fait que beaucoup de parents ne sont plus en mesure de payer les frais de scolarisation de leurs enfants* », révèle-t-il. 614 écoles catholiques sont enregistrées dans le diocèse. Au total, 145.000 élèves fréquentent les 416 établissements sous le contrôle de la Direction diocésaine.

Le GTT Ile de France soutient les prisonniers politiques. Une collecte a été organisée pour la seconde fois en leur faveur et en faveur de leurs familles, dont la quasi-totalité se trouve en difficulté. L'opération concerne une cinquantaine de « *prisonniers politiques* ». Des blessés lors des manifestations ont également bénéficié de ces dons.

Deux magistrats malgaches postulent au Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Il s'agit de l'ancienne ministre de la Justice et actuelle présidente de Chambre à la Cour de Cassation, Bakolalao Ramanandraibe, et de Julien Rakotoniaina, directeur des relations internationales au ministère de la Justice.

Insécurité alimentaire : 900.000 personnes menacées dans le Sud. Le Système d'Alerte Précoce a annoncé que 65 communes seront en difficulté alimentaire dans les mois à venir. Une situation alarmante par rapport aux statistiques de l'année précédente mais bien en deçà de celle de 2006/2007. Les aides d'urgence commencent à se mettre en place. L'USAID va consacrer 1,5 million de dollars à l'accès à l'eau potable. La Suisse a fait don de 300.000 dollars au PAM pour prévenir la famine, 115.000 personnes vont en bénéficier. Le programme du PAM « *Vivre Contre Travail* » (VCT) a permis à 250.000 personnes d'obtenir une couverture nutritionnelle correcte, et à 92.000 femmes enceintes et/ou allaitantes et enfants de moins de 2 ans de maintenir à des niveaux assez bas le taux d'insécurité alimentaire, malgré la période de soudure. 80% des besoins du PAM ne sont pas encore couverts, notamment pour l'approvisionnement des cantines scolaires.

¹² Cf blog Justmad, « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/49/14/448497/53480781.pdf>

Madagascar et le Gabon sont les pays qui ont connu la dégradation la plus sensible en matière de liberté de la presse en 2009 sur le continent africain, selon le rapport annuel de RSF. Madagascar a reculé de 40 places (134^{ème} sur 175) et le Gabon de 19. Publication faite à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse¹³.

Selon un sondage de l'agence Capsule, les Tananariviens estiment à une faible majorité que la presse malgache est libre. 54% d'un l'échantillon représentatif de 441 habitants de la capitale ont donné une réponse affirmative, avec des nuances. « *Très certainement* », pour 3% des enquêtés ; « *certainement* » pour 29% ; « *moyennement* » pour 22%.

Marchés publics. Les ministères victimes de faussaires. Le directeur du Trésor dénonce l'existence de tout un réseau de personnes qui confectionnent des faux documents, liés à des marchés publics. Il confirme que l'Etat s'est laissé abuser sur une grande échelle par des fournisseurs ou des entreprises qui présentent des factures fictives ou des factures « *surgonflées* ». Les « *vrais faux* » documents, munis de tous les visas, supposent l'existence d'un réseau de complicités avec les ordonnateurs et les responsables des marchés publics. Cette déclaration fait suite à la journée de grève organisée par les agents de la DGT. Le directeur du Trésor confirme que ses services reçoivent de plus en plus de faux documents. La preuve la plus évidente concernant la recrudescence des manipulations est la hausse inexplicée du volume des marchés publics par rapport à l'année dernière.

« **Croix Rouge Malagasy. Malversations et népotisme** », titre *La Gazette*. Dépenses fictives, informations comptables et financières non fiables, absence de justificatifs des salaires payés, employés fictifs, favoritisme de fournisseurs, stocks fictifs... C'est le constat du cabinet international Ernst & Young lors de l'audit de la CRM, dont le président national Claude Rakotondranja, et le secrétaire général Fanja Ratsimbazafy sont accusés par le comité national et des employés de malversations et de népotisme. Une plainte a été déposée au Bianco. Les malversations ont été relevées sur les exercices 2007 et 2008.

ACTUALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Impacts de la crise politique

Crise politique, anarchie économique. 20% des industries locales risquent de fermer d'ici peu si aucune mesure n'est prise contre les importations sauvages et les pratiques illicites. Le président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM) met en cause le pouvoir, incapable, selon lui, de faire appliquer la réglementation. 63% des industries seraient affectées par cette concurrence déloyale, 41% vont devoir réduire leurs effectifs ou pratiquer du chômage technique. Le SIM alerte aussi sur les risques encourus par les consommateurs de produits contrefaits ou de mauvaise qualité. « *Les investisseurs ont une grande crainte dans leur environnement économique* » ajoute le président du SIM, qui dénonce l'insécurité qui règne dans le pays. « *Il y a une anarchie économique qui s'est installée. Cette anarchie a été favorisée par l'instabilité politique* », déclare-t-il.

Microfinance. Des clients fuient les institutions. Le ralentissement des activités dû à la crise s'est fortement répercuté sur la capacité des clients à honorer leurs engagements. Ne pouvant plus rembourser, des membres ont disparu. Selon les institutions, de 10 à 40% des dossiers sont concernés par des retards ou des cessations de remboursement.

Une nouvelle plainte déposée au Tribunal de première instance de Toamasina contre le groupe Tiko. Cette société de l'ancien président n'aurait pas réglé à la Société du port à gestion autonome de Toamasina la location d'un terrain occupé depuis 2007 par la minoterie Mama. L'arriéré s'élèverait à 11 milliards Ar.

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

UE : le processus est déjà enclenché pour sanctionner Madagascar. « *Une décision sera prise dans les jours à venir, et elle affectera la coopération au développement avec Madagascar* », a indiqué Leonidas Tezapsidis, nouveau chef de délégation de l'UE, lors de la cérémonie qui a marqué

¹³ Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » mai 2010 – Edito de *Tribune* - Medias médiocres - <http://storage.canalblog.com/46/35/448497/52931982.pdf>

à Antananarivo la Journée de l'Europe, en l'absence des hommes politiques de tous bords, qui n'avaient pas été conviés, mais en présence de représentants de la société civile, comme Lalao Randriamampionona de la PFNOSCM. Il a précisé que Bruxelles avait déjà fait preuve de tolérance en reportant cette échéance pour donner une chance supplémentaire à Madagascar. Normalement, l'Accord de Cotonou prévoit que le « *dialogue politique* » ne puisse excéder 120 jours. Ce qui implique que les sanctions auraient déjà dû déjà tomber en novembre 2009. Le successeur de Jean-Claude Boidin, arrivé au début de l'année, n'a pas encore présenté ses lettres de créance, faute de reconnaissance internationale du régime de Transition. L'appui européen au secteur privé ne serait pas affecté par les sanctions. (11/05)

Maintien des programmes humanitaire de la Banque mondiale. La mesure d'exception est justifiée par la nécessité de préserver les acquis humains et physiques de certains de ses projets. Cette décision entre dans le cadre des dispositions de la Banque concernant les relations avec les gouvernements de facto. *Tribune* observe que le communiqué a été publié postérieurement à l'annonce d'Andry Rajoelina de ne pas se présenter aux présidentielles et à la présentation de la nouvelle feuille de route de la HAT. Depuis le 17 mars 2009, la Banque mondiale a déjà procédé à des décaissements pour des composantes de projets ayant des implications directes sur le bien-être des populations et pour éviter des risques relatifs à la conformité avec les politiques sociales et environnementales. Ces exceptions concernent 5 projets : la nutrition, le VIH/Sida, la sécurité alimentaire (à travers le FID), la protection de l'environnement et les pôles intégrés de croissance. Le tout pour un montant de 52 millions de dollars. Le portefeuille de la Banque mondiale à Madagascar est constitué de 16 projets représentant un engagement d'environ 1 milliard de dollars, dont environ 330 millions restent à décaisser. Dans le secteur de l'éducation, la Banque a pu obtenir le transfert de 15 millions de dollars à l'UNICEF dans le cadre des fonds destinés au programme Éducation pour tous, ce qui permet à ce programme de se poursuivre jusqu'aux environs du mois de juin. (18/05)

Annulation des dettes malgaches envers l'Irak. 80 % des dettes malgaches envers la République d'Irak, soit 187,6 millions de dollars sur 234,5 millions, ont été annulés. Le reste sera consolidé en 7 ans, sans intérêt, à la demande de la partie malgache. En janvier, Madagascar avait conclu un accord de ce type avec la Russie. Il avait permis l'annulation des intérêts de la dette de Madagascar envers la Russie d'un montant de 21 millions de dollars et une restructuration de la dette d'une valeur de 88 millions de dollars.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement

Gestion forestière. La corruption facilite les trafics. Une formation, organisée par l'Office National de l'Intégrité, a permis de cerner l'impact de la corruption sur la gouvernance forestière. Deux institutions gouvernementales ont été pointées du doigt, comme à l'accoutumé : la Justice et la Gendarmerie. Pour un membre du CA de l'ONI, « *l'intégrité est surtout frappée par l'incapacité des victimes d'injustice à mettre leurs problèmes au grand jour. Selon nos études, elles sont constamment confrontées à la corruption et cela ne fait qu'amplifier les activités illégales* ». L'ONI déplore qu'en plus de faire l'objet de trafic, « *les bois s'achètent à des prix dérisoires, comparé au marché international* ». Il signale que d'autres espèces de bois précieux, comme l'ébène et le palissandre, sont aussi touchées par les trafics.

Bois de rose, l'or rouge de Madagascar. 15 millions de dollars amassés par un trafiquant. « *Le plus gros trafiquant d'Antalaha, le quartier général de la plupart des trafics, a déjà ramassé 15 millions de dollars* », déclare un membre du groupe « *Crazy's* » dans un article du JDD (France)¹⁴. Ce groupe œuvre pour la protection de l'environnement et, plus particulièrement, contre l'exploitation illicite du bois de rose. Dans ses rangs on trouve des « *locaux* » qui vivent dans le « *triangle d'or* » des billes de bois précieux et disent risquer leur vie si leur identité est dévoilée. D'autres membres sont des étrangers qui ne résident pas à l'année dans le nord-est malgache, et qui agissent à visage découvert : ce sont pour la plupart des scientifiques. Ces « *maquisards* » du bois de rose disent s'attaquer à un adversaire surpuissant et multiforme, alliant des « *barons du bois* » sans scrupules, leurs collecteurs, des agents de l'Etat corrompus et la mafia de Hong Kong.

Un lot de bois de rose à vendre. L'État pourra gagner au moins 320 millions de dollars avec le stock saisi ou recensé. 24.000 m³, sont répertoriés actuellement, soit la même quantité que le

¹⁴ Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* » mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/67/41/448497/52685036.pdf>

volume des exportations 2009. Selon les évaluations de l'Alliance Voahary Gasy, plateforme des organisations de la société civile œuvrant pour l'environnement, ce stock pourrait générer un revenu minimum de 320 millions de dollars pour l'État. Dans ce cadre, de nouvelles procédures de vente devront être mises en œuvre. « *Si les propriétaires sont identifiés, ils doivent payer la valeur marchande de 660 dollars par m³. Par la suite, les produits seront confisqués et vendus par adjudication à des opérateurs prêts à procéder à la transformation* », explique le président de l'Alliance. « *De cette manière, au lieu de gagner les 30% de la valeur d'un conteneur, l'État gagnera 200 %* », poursuit Ndranto Razakamanarina. L'arrêt des expéditions de bois de rose et d'ébène a été observé depuis la promulgation du décret du 24 mars 2010 mais les coupes et les transports persistent, affirme l'Alliance, qui exige des sanctions. 79 individus ont encore pénétré par effraction dans le parc de Masoala pour couper du bois de rose. Les gardiens du parc sont parvenus à les appréhender. 400 rondins ont été interceptés par la Task Force dans le district de Mananara Nord. Cette cargaison était déjà préparée à l'exportation. Elle devait porter sur un total de plus de 1.000 pièces. Le trafic de bois de rose aurait généré 300 milliards Ar [environ 100 millions d'euros] de perte pour l'Etat, d'après les experts.

Hydrocarbures. Focus sur la recherche pétrolière. Une grande première depuis la création de l'Office des mines nationales et de l'industrie stratégique (Omnis). La « *Journée technique de l'amont pétrolier* » permettra d'effectuer une sorte d'état des lieux concernant les recherches pétrolières à Madagascar. « *Une telle rencontre n'a jamais été organisée à Madagascar, alors que c'est une pratique courante dans d'autres pays où il existe des projets pétroliers* », explique le directeur général de l'Omnis. Les 16 compagnies qui effectuent des travaux de prospections dans le cadre de 24 contrats seront présentes. Deux projets sont arrivés au stade le plus avancé : celui de Total à Bemolanga et de Sunpec à Sakaraha [Rappel : Sunpec est la compagnie chinoise dont le père d'Andry Rajoelina a été nommé conseiller]. Un lancement de nouveaux appels d'offres est en vue, pour l'octroi de nouveaux blocs pétroliers. 400.000km² seraient exploitables pour l'exploration pétrolière. « *Madagascar dispose de gisements pétroliers mais il n'est pas question que ces ressources soient exploitées sans que le peuple malgache puisse en profiter* », déclare le ministre des Mines et des Hydrocarbures, Mamy Ratomalala, qui annonce un réexamen des contrats déjà signés et une réactualisation du code minier. Le parti Vert Hasin'i Madagasikara réclame la transparence au niveau de la gestion des exploitations pétrolières.

Sunpec envisage de construire une raffinerie dans le sud, a annoncé le ministre. Elle serait la seule raffinerie de Madagascar, celle dont disposait le pays ayant été fermée par la compagnie qui l'avait rachetée à l'Etat en raison de sa vétusté et de son absence de rentabilité.

« Pourquoi s'empresse-t-on à vendre de nouveaux blocs ? » titre Les Nouvelles. « *Le pouvoir de Transition n'a pas à contracter de nouveaux engagements susceptibles d'engager le pays pendant des dizaines d'années. [...] Il est inconcevable que le pouvoir de Transition puisse prendre des décisions visant à revoir les conditions de partage de production même au nom d'une définition des nouveaux termes de référence plus avantageux et plus intéressants pour le pays. A moins qu'il ne s'agisse « d'aventuriers » qui ne pensent qu'à réaliser de bonnes affaires dans un délai très limité sur la base de simples spéculations. Pour le moment, des observateurs mieux avertis avancent qu'il serait plus judicieux pour Madagascar d'insister sur des discussions portant sur la définition des limites du plateau continental* ».

Les Amis de la Terre dénoncent l'exploitation des sables bitumineux. Un nouveau rapport des Amis de la Terre Europe¹⁵ alerte sur l'exploitation de plus en plus intensive de cette source d'énergie qui amplifie la crise climatique et va à l'encontre des objectifs environnementaux. Les entreprises pétrolières européennes ont le projet de développer cette activité dans de nombreux pays, dont Madagascar (Compagnie Total), avec des conséquences jugées dramatiques sur le climat, les communautés locales et la biodiversité. « *Il est temps que ces entreprises soient rendues réellement responsables de leurs actes, y compris à l'étranger* », déclare le chargé de campagne sur la responsabilité des entreprises aux Amis de la Terre France. Les travaux de prospection bitumineux de Bemolanga se poursuivent. Total prévoit encore une période d'au moins 4 ans avant de se prononcer sur l'exploitabilité et la rentabilité du gisement.

Gisement de fer de Soalala. Le consortium chinois Wisco (Wuhan Iron and Steel Corporation) obtient son permis de recherche. Il vient de verser ses droits de mise à disposition (100 millions de

¹⁵ Cf : http://www.foeeurope.org/corporates/pdf/Tar_Sand_Final_May10.pdf

dollars). Une manne financière considérable qui arrive à point nommé pour le régime de Transition, à la recherche de fonds pour organiser les élections. Ce permis est le premier délivré depuis l'annonce par le ministre Mamy Ratovalomala des mesures d'assainissement du secteur minier. *«Ceci témoigne de la confiance des investisseurs étrangers à Madagascar»*, note-t-on au sein de ce département. *« Le gouvernement est en passe de tenir son pari : trouver des sources de financement indépendantes des sources traditionnelles que sont les bailleurs de fonds »*, assure un communiqué de la HAT. Le projet représente plus de 8 milliards de dollars d'investissements. Les recherches, pour un montant de 2 milliards, dureront 3 ans. *« Durant cette période et avant toute exploitation, l'Etat malgache prendra le temps de négocier ses intérêts : son niveau de participation dans le capital, ses parts dans le partage de production »*, précise un technicien. Il est prévu de transformer du minerai sur place afin de créer de la valeur ajoutée. 100.000 créations d'emplois seraient attendues à terme [sic !]. L'Etat pour sa part, entend toucher à titre d'impôts sur les bénéfices 600 millions de dollars et 228 millions de redevances, selon *Midi*. Le gisement, connu depuis les années 80, a fait l'objet d'un appel à manifestation d'intérêt par le Bureau de Cadastre minier le 22 mai 2008. La réserve du site, d'une superficie de 430 km², est estimée à plus de 800 millions de tonnes. Situé non loin de la côte au Sud de Mahajanga, il devra faire l'objet d'importants aménagements routiers pour être accessible, une zone portuaire devra être créée. La question environnementale n'a pas été évoquée. Alors que certains crient à la corruption dans cette affaire, d'autres relèvent que cette décision ne fait qu'entériner un appel d'offres international mené à l'époque de Marc Ravalomanana, et que le pouvoir en place ne pouvait plus différer les choses sans se mettre en porte à faux vis-à-vis des règles de la bonne gouvernance.

Saraha Rabeharisoa, présidente du parti Vert Hasin'i Madagasikara, condamne cet accord : *« un régime de transition doit s'atteler uniquement à la gestion des affaires courantes. Il ne doit en aucun cas engager le pays dans un contrat d'envergure comme celui-ci. Ce genre de contrat nécessite l'approbation de l'Assemblée nationale. [...] En passant ce contrat, la Transition prend en otage le pays. Je crains fort la gabegie et l'anarchie, des pratiques inhérentes à tout régime de transition. Il faut également signaler le manque de transparence sur la passation du contrat »*. Cette signature crée un certain malaise dans le monde des affaires comme dans la sphère diplomatique.

Dans un communiqué Andry Rajoelina déclare : *« Pendant une année, nous avons vécu sans aide extérieure. Néanmoins, nous avons pu gérer le pays convenablement. Actuellement, grâce à la coopération et aux investissements de nos amis Chinois, Madagascar a pu bénéficier d'énormes revenus »*. Il promet que la gestion de ceux-ci sera faite en toute transparence. Soalala est devenu le plus grand projet minier jamais lancé à Madagascar.

Société civile : avis divergents. *« Madagascar s'est engagé dans le processus de l'Extractive Industries Transparency Initiative ou EITI. Le régime de la Transition n'aurait pas dû établir ce contrat avec ces investisseurs car il n'a pas été élu démocratiquement »* avance Lalao Randriamampionona, de la plate-forme nationale des organisations de la société civile de Madagascar (PFNOSCM). *« Le respect de la transparence, l'idée de base de l'EITI sont remis en cause. En principe, tous les détails sur le projet, à savoir, la quantité exacte des ressources qui reviennent de droit aux collectivités territoriales décentralisées, la qualité des gens à recruter. Tout ceci devrait être connu bien avant l'octroi de la licence, mais maintenant, nous sommes devant le fait accompli »*, continue-t-elle. Cette opinion n'est pas partagée par Madeleine Ramaholimihaso du SeFaFi, qui explique : *« Cette signature de contrat sur le projet de gisement de fer de Soalala a animé la discussion mais pour ma part, je n'ai pas encore épuisé le sujet. Car, dans une certaine mesure, cet investissement apportera des ressources aux caisses de l'État »*. A noter que Madagascar a été suspendu un certain moment de l'EITI, l'an passé, après le changement de régime, mais après une plaidoirie des organisations et associations de la société civile, les discussions ont repris avec les bailleurs il y a trois mois. Des ateliers de réflexion sur la mise en œuvre des plans d'actions sont organisés.

« Il faut revendiquer nos îles éparses », déclare Julien Radanoara, professeur de droit international public. Madagascar a ratifié la Convention internationale sur le droit de la mer en 2001. Ce qui veut dire que si le pays ne délimite pas cette année son plateau continental, il risque de perdre les quatre îles [*les Glorieuses, Juan de Nova, Europa et Bassas da India*] situées dans le canal de Mozambique et tous les avantages afférents. Ces îles présentent un intérêt économique, géopolitique et géostratégique. Le canal de Mozambique est une voie de communication très importante par où passent des navires commerciaux, des navires de guerre mais aussi des pétroliers. Ces îles constitueraient ainsi une zone de protection de Madagascar sur le flanc Ouest. Mais il ne faut pas oublier les richesses de ces eaux marines : les ressources halieutiques mais surtout l'énergie fossile, le gaz naturel et les nodules polymétalliques. Une commission a travaillé à l'élaboration du dossier de proposition de délimitation mais elle est en sommeil. Il faudrait impérativement que le dossier soit

bouclé et déposer avant la fin de l'année. La Norvège s'était dite prête à aider Madagascar du temps de Marc Ravalomanana mais l'Etat n'avait pas pu réunir alors le million de dollars nécessaire en guise de participation. Julien Radanoara propose que cette somme soit prélevée sur les 100 millions de dollars que la HAT vient de percevoir de l'entreprise chinoise qui vient de se voir accordé le permis de prospection de minerai de fer de Soalala.

La Banque mondiale accusée de favoriser l'accaparement des terres africaines par des groupes étrangers¹⁶. Selon Ouestafnews, « Un rapport accablant, produit par un « Think tank » américain a accusé la SFI (filiale de la Banque mondiale) de faciliter « l'accaparement des terres » en Afrique par des groupes privés étrangers ». Le rapport passe en revue les réformes foncières dans près d'une trentaine de pays, dont près d'une vingtaine en Afrique et à Madagascar. [...] Les agissements de la SFI, notamment la promotion des « investissements directs dans le secteur agricole, posent la dangereuse question de la terre dans des pays déjà parmi les plus vulnérables », note par exemple Shepard Daniel, co-auteur du rapport ». Selon Les Afriques, depuis 2004, ce sont « au total de 2,49 millions d'hectares de terres qui ont fait l'objet de transactions, soit des concessions, soit des ventes » rien que dans cinq pays africains, dont deux en Afrique de l'Ouest. Les cinq pays concernés sont l'Ethiopie, le Ghana, Madagascar, le Mali et le Soudan.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, La Gazette de la Grande Ile, Matera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), Sobika, Mada.pro, Tananews, Times of Madagascar, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, RFI, orange.mg, moov.mg, HNS, BBC Afrique, Ouestaf News, Les Echos, La Croix

Taux de change : au 31/05/2010, 1 euro = 2625 Ariary (cours pondéré)

Les revues de presse mensuelle depuis juin 2000 sont consultables sur le Blog

<http://justmad.canalblog.com/>

JUSTICE ET DROITS DE L'HOMME A MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, de « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse.

Nouveau : un « survol de l'actualité » en 2 pages est proposé chaque semaine.

¹⁶ Cf Blog Justmad, « *articles remarquables* », mai 2010 - <http://storage.canalblog.com/56/41/448497/53519690.pdf>